

Francis

KARLIS
ULMANIS



2
W 19470

KARLS ULMANIS



W $\frac{2}{19470}$

HW
9

[Francis, A.]

KĀRLIS ULMANIS

Valsts bibliotēka
Inv.



~~5-27.161K~~



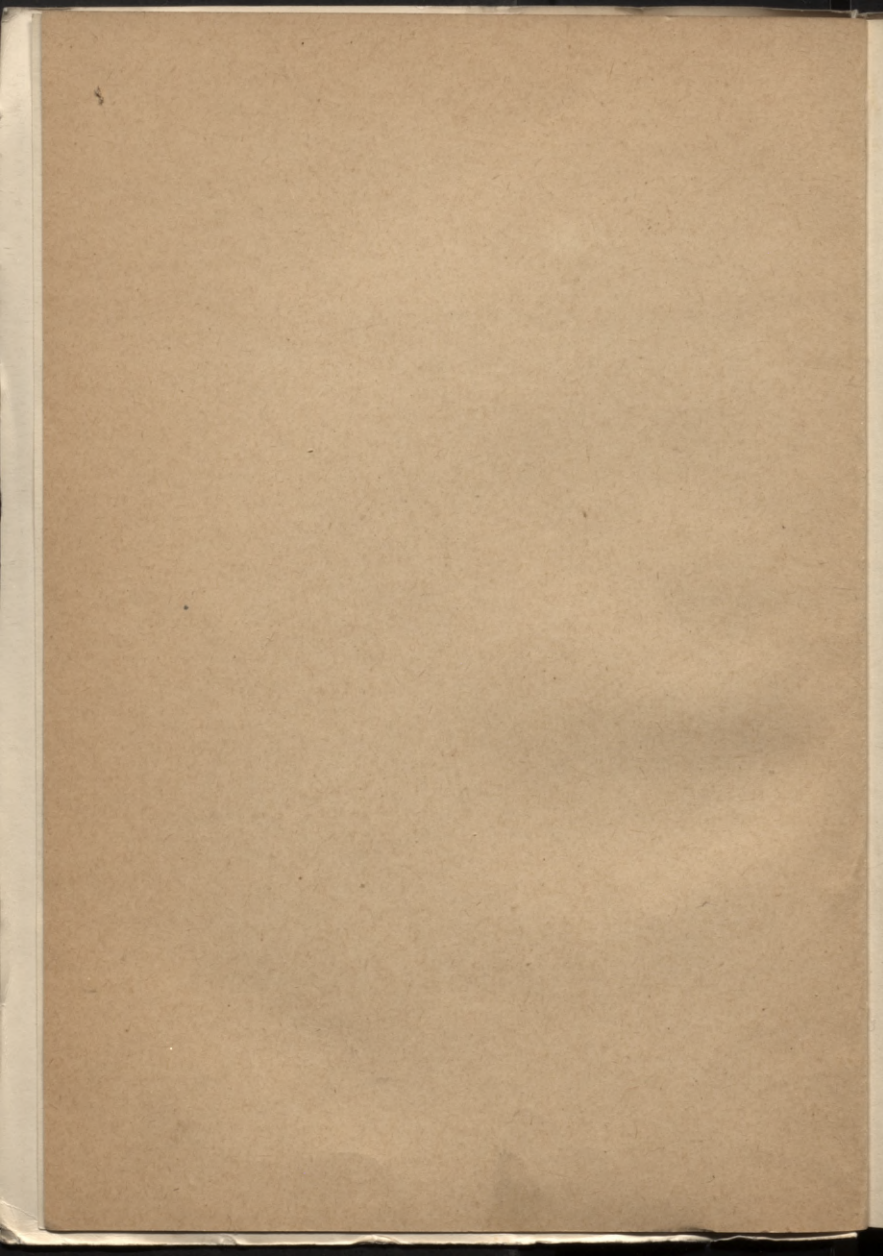
LATVIJAS VALSTI
BIBLIOTEKA

~~92-00~~

~~91.743;10~~

0309110167





L'enfance.

Dans la partie Nord-Ouest de la plaine de Zemgale, à l'Ouest de la Lielupe, là où les premières collines de Dobeles viennent interrompre la monotonie des champs de céréales, est située la commune de Berzmuīža. Malgré la proximité des champs et des prés de la Zemgale, la terre n'y est plus aussi uniformément fertile : des zones sableuses apparaissent par endroits, et deviennent de plus en plus fréquentes lorsque, la Daugava franchie, on remonte vers le Nord. La commune est traversée par un affluent de la Lielupe, la Berze, dont les eaux sont plus rapides que celles de la Lielupe. Au Sud-Ouest et à l'Ouest, se dresse le pittoresque plateau de Sipele ; au Nord, s'étend la plaine marécageuse de la basse Lielupe ; à l'Est enfin, s'ouvre la plaine de Zemgale, large et magnifique. Sur la rive gauche de la Berze, où la riche argile voisine avec la lande sableuse, est bâtie la ferme des Ulmanis, «Pikšas». Cette ferme abrite depuis plusieurs générations, — aussi loin que remontent les récits des vieilles gens, la famille Ulmanis. C'est là qu'a vu le jour le premier Président du Conseil de la République lettonne, Kārlis Ulmanis qui, Président du Conseil aujourd'hui encore, joint à ces fonctions celles de Président de la République.

Les fermiers de Pikšas avaient déjà deux fils, Janis et Indriķis, lorsque naquit, le 4 septembre 1877, à la ferme même, leur troisième enfant, que le

pasteur Boks baptisa sous le nom de Karlis Augusts. Aujourd'hui encore, la vieille maison de bois est, à peu de chose près, la même qu'au temps du père et du grand-père du Président; les pièces n'ont subi que de rares modifications, mais les arbres ont grandi et grossi. C'est là que s'est écoulée l'enfance de Karlis Ulmanis, dans les jeux comme dans le travail, qui était à l'honneur dans la maison. Le père s'absentant souvent pour ses affaires, c'était la mère qui dirigeait l'éducation des enfants; elle les aimait beaucoup tous les trois, marquant peut-être une certaine préférence au cadet, Karlis. Parfois, leur père les emmenait dans ses voyages; ils apprirent ainsi à marcher sans crainte dans la vie.

Les fils d'Indriķis Ulmanis étaient, comme tous dans la famille, très éveillés, adroits et vifs. Leur première enfance s'écoula rapidement, à l'abri de tout souci. Leur mère leur apprit à lire et à écrire à la maison. Lorsque Karlis eut atteint ses dix ans, on l'envoya comme les autres à l'école de Berzmuīža, où, par le contact des autres enfants, son caractère se forma; c'étaient ses premiers pas dans le monde: l'avenir devait montrer qu'ils furent bien dirigés.

A l'école de Berzmuīža.

Karlis Ulmanis alla donc à l'école de Berzmuīža, qui avait été construite en 1860.

L'école poursuivit l'excellente éducation que Karlis avait reçue à la maison. Le directeur Cirulis était un bon pédagogue, dont la sévère équité cachait une affection véritable pour ses élèves. Sa parfaite

tenue, sa droiture foncière et sa conscience professionnelle étaient pour ses élèves le meilleur exemple.

La femme d'Indriķis, Vilhelmine, qui était allée à cette école quelques années avant Karlis, a dit de Cirulis: «Nous ressentions tous un grand respect pour cet instituteur, bien qu'il ne se fût jamais mis en colère contre nous, et qu'il ne nous punit pas sévèrement. Ses paroles, attrayantes en même temps qu'instructives, n'étaient jamais dures. Je pense que Kristaps Cirulis a fortement influencé le caractère de Karlis Ulmanis et que c'est lui qui lui a donné le goût de l'étude. Son assistant, Štolcers, était au contraire nerveux et emporté. Mais les enfants n'avaient pas peur de lui et ne lui obéissaient jamais». S'il faut en croire les camarades de Karlis Ulmanis, l'aversion contre Štolcers venait du fait qu'il était chargé de l'enseignement de la langue russe, obligatoire depuis 1887, langue que Cirulis lui-même ne connaissait pas parfaitement.

A cette époque, il était absolument interdit aux élèves de parler le letton. Celui qui était pris en flagrant délit de désobéissance devait, en punition, apprendre une longue poésie russe ou allemande. Les écoliers, qui détestaient les langues étrangères, se servaient, en présence des instituteurs, d'un langage des mains semblable à celui des sourds-muets.

Karlis Ulmanis est resté dans la mémoire de Štolcers non seulement parce qu'il était un garçon très doué, très vif, ayant toujours sur les lèvres un sourire particulier, mais aussi à cause de ses aptitudes pour le calcul mental. «Je n'ai jamais vu le garçon de Pikšas inattentif ou somnolent». Il était énergique

et ne se plaignait jamais de ses camarades auprès des instituteurs. La ferme des Pikšas étant assez éloignée de l'école, Karlis, qui était externe, habitait chez le cousin de son père, au domaine d'Udze. Pour se rendre à l'école, il passait devant Lielstrazdi où Štolcers habitait à cette époque.

Les principales matières enseignées étaient l'instruction religieuse, l'arithmétique et la langue russe. Pendant les récréations, les élèves aimaient à se raconter des histoires d'aventures et de reve-nants, jusqu'à s'en faire peur, et à jouer à différents jeux avec des plumes, des cailloux ou des morceaux de bois; le matin et le soir, ils restaient sagement à apprendre leurs leçons et à faire leurs devoirs.

Devenu chef de l'Etat, Karlis Ulmanis a prouvé l'amour qu'enfant il avait pour son école: dons de livres et subventions ont montré son désir de voir tous les Lettons participer à ce sentiment, sa volonté de voir toutes les écoles embellies et pourvues de bons livres.

Karlis Ulmanis, fréquentant l'école hiver comme été, eut bientôt fini ses études à Berzmuiža. Son père le mit alors à l'école municipale Alexandre, à Jel-gava, alors célèbre. Les études y étaient assez poussées, mais à cette époque s'y faisait déjà sentir l'esprit de russification qui s'étendit plus tard à toutes les écoles de l'Etat et des villes.

Une nouvelle période de la vie de Karlis Ulmanis commence, qui ne s'écoule plus dans sa paisible commune natale, mais dans une ville inconnue qui, de plus, fut toujours un centre d'animation intel-

lectuelle et de diffusion des pensées nouvelles dans le peuple letton. C'est dans cette atmosphère de travail et de persévérance que mûrit le caractère de Karlis Ulmanis.

A l'école de Jelgava.

Outre l'enseignement, qui était donné en russe, la vie à la bruyante école de la ville différait en beaucoup de points de la vie paisible à l'école de Berzmuīža. Ulmanis dut s'habituer à son nouvel entourage, se faire à l'enseignement en russe, endurer les instituteurs qui voulaient introduire partout la culture russe. Le plus acharné russificateur de l'école était l'inspecteur Radtchenko. A l'école Alexandre, Karlis Ulmanis, bien qu'il se tint sur la réserve et qu'il ne se fût lié intimement avec personne, était aimable et serviable pour ses camarades de classe, et tel qu'il est aujourd'hui encore.

Jelgava avait été déjà le berceau de nombreux artisans du réveil national. C'est là que Juris Maters vécut et écrivit ses articles enflammés. C'est pourquoi les élèves ne se convertissaient pas aussi facilement à l'esprit russe que l'aurait désiré l'inspecteur. Ils allaient se promener en dehors de la ville, en groupes, accompagnés parfois des élèves de l'école réale, discutant sur les tendances sociales et sur les moyens d'améliorer la condition des Lettons. Bien que Karlis Ulmanis fût opposé aux russificateurs, il ne pouvait cependant approuver le nouveau courant qui aurait voulu substituer aux classes dirigeantes une tourbe sans patrie et sans nationalité, qui s'opposait, aussi bien que les oppresseurs russes et allemands, aux

aspirations du peuple letton. C'est pourquoi il ne se fit parmi ses condisciples aucun vrai camarade, car il pensait qu'entre eux et lui devait exister la même distance qu'entre leurs opinions et les siennes.

Après avoir terminé ses études à l'école Alexandre, Karlis Ulmanis entre en sixième à l'école réelle de Jelgava. Ses idées sur le travail au sein de ses compatriotes sont déjà arrêtées et il dirige ses études de façon à se tourner ensuite vers l'agronomie, science la plus facile à appliquer à la vie pratique et dont l'enseignement était le plus indispensable aux Lettons. Nous voyons ici déjà que sa décision est guidée non pas seulement par ses goûts personnels, mais surtout par son désir de s'engager dans la voie où il pourra donner à ses compatriotes ce qui leur manque le plus: l'indépendance économique, sans laquelle ne peuvent être acquises les libertés sociale, politique et intellectuelle. Dans sa mémoire sont encore profondément gravées les paroles de son premier instituteur: le bien de la société doit être toujours placé au premier rang, au-dessus des aspirations personnelles; la recherche de ce bien est le véritable but et la seule justification de l'existence.

C'est avec ces idées que Karlis Ulmanis termine, en 1896, ses études à l'école réelle de Jelgava et s'engage dans la vie.

Débuts dans la vie.

Le désir de Karlis Ulmanis, en sortant de l'école, était d'étudier l'agronomie, — mais il ne lui fut pas donné de réaliser immédiatement ses intentions. Il

dut ajourner ses études, car à l'étranger elles étaient fort coûteuses, et les universités russes ne l'attiraient point. Après avoir passé l'été à travailler les terres paternelles, en participant à tous les travaux, il se rendit, au cours de l'été 1896, en Prusse orientale pour compléter ses connaissances en agriculture et surtout en industrie laitière, branches dans lesquelles il voyait pour la Lettonie une source de bien-être considérable, pour le moment encore négligée. Au bout d'un an, il revient dans sa patrie et prend la direction de la laiterie que son frère Indriķis a installée sur son conseil à Riga. Ce stage lui est largement profitable, et il acquiert ainsi une grande expérience. Ulmanis ne cesse de compléter ses connaissances et se spécialise aussi bien dans la question de l'industrie laitière que dans celle de l'élevage. Il est bientôt nommé directeur administratif de la plus grande entreprise laitière de Liepaja. Sa compétence lui vaut d'être désigné comme rapporteur au Congrès général des Agriculteurs qui se tint à Riga en 1899.

C'est cette même année 1899 qui marque le début de l'activité sociale de Karlis Ulmanis. A l'occasion de l'Exposition centrale des Agriculteurs baltes, qui eut lieu à Riga en juin, la Société lettone de Riga songea à organiser au même moment un vaste congrès auquel les experts les plus en vue prendraient la parole sur les découvertes récentes en agriculture. Mais les institutions bureaucratiques de la Russie tsariste tardèrent à délivrer les autorisations, si bien que l'on ne put convoquer le congrès que les 17 et 18 décembre 1899. La Société lettone de Riga avait désigné un comité organisateur composé de M. M.

Kalniņš-Pratkopis, rédacteur du «Baltijas Vestnesis», Alexandrs Vebers, rédacteur du «Balss», et Janis Bisenieks, agronome, rédacteur du «Zemkopis».

Ce Comité invita Karlis Ulmanis à participer aux séances d'organisation du Congrès et le chargea notamment de faire un rapport à l'Assemblée sur l'industrie laitière. C'était la première fois qu'un congrès aussi important se réunissait à Riga, avec la participation de 753 représentants de la Vidzeme, 331 de la Kurzeme et de la Zemgale, 3 de la Latgale (Gouvernement de Vitebsk), 2 de la Lithuanie (Gouvernement de Kaunas) et 10 des colonies lettonnes de la Russie centrale. Outre les membres déjà nommés du Comité organisateur, assistèrent également au Congrès les Lettons les plus en vue à cette époque dans le domaine de l'agriculture. A la réunion, les plus nombreux étaient cependant les simples agriculteurs, qui constituaient en quelque sorte l'avant-garde des champions de la lutte économique lettonne. C'est à cet auditoire de plus de mille personnes qu'était destinée la conférence de Karlis Ulmanis sur les produits laitiers et leur utilisation. Le sujet, étant donné le développement qu'a pris chez nous l'industrie laitière, qui représente aujourd'hui la moitié de notre production rurale, peut nous paraître de peu d'intérêt. Mais en son temps, il fut vivement apprécié au Congrès, et de plus longuement rapporté dans les journaux lettons et dans certains journaux étrangers. Dans cette conférence, Ulmanis déconseillait les vieux procédés de préparation du beurre dans les fermes et invitait les agriculteurs à se grouper en corporations pour la création de laiteries coopératives

pour exploiter de façon rationnelle les ressources laitières, afin qu'elles rapportassent au paysan une plus juste rémunération de son dur labeur. Ulmanis prévoyait aussi que bientôt le pays ne pourrait plus consommer la totalité de la production du beurre, et faisait ressortir la nécessité d'organiser l'exportation, que seule la coopération des producteurs devait rendre possible. Et puisque ces soucis l'accompagnèrent tout au long de son activité économique ultérieure, jusqu'aujourd'hui où ses projets sont presque entièrement réalisés, il est intéressant de rapporter les paroles qui ont, en quelque sorte, engendré l'organisation de notre exportation de produits agricoles : « Mais que ferons-nous lorsque les marchés locaux ne pourront plus absorber toute notre production de beurre ? La réponse est bien simple : nous l'enverrons à l'étranger ».

Afin de mettre les laiteries à l'abri du manque de travail, Ulmanis insiste pour que l'on améliore le cheptel, en sélectionnant les bêtes les plus productives et en créant des races locales, car les vaches de races étrangères sont moins résistantes et plus sujettes aux maladies. Cette particularité est aujourd'hui bien connue et il est inutile de s'étendre plus longuement sur ce point.

Karlis Ulmanis poursuit toujours son secret désir de rendre plus forte la classe paysanne lettonne, de la mettre à même de tenir en échec la noblesse allemande. Connaissant bien le caractère de ses compatriotes, Karlis Ulmanis a toujours estimé que les Lettons devaient avant tout acquérir la force et la puissance économique afin de pouvoir ensuite entrer

en lutte pour l'indépendance de leur culture. Avant de parler devant le Congrès, il avait mûrement réfléchi sur cette question. Nous pouvons ainsi affirmer que l'organisation rationnelle de notre industrie laitière ne date que d'une quarantaine d'années. Mais, grâce à son initiateur comme à l'énergie persévérante des agriculteurs, elle a rapidement atteint le niveau élevé qu'elle occupe aujourd'hui. Pour bien comprendre cette ascension rapide, il est bon de ne pas perdre de vue l'importance de cette première réunion d'agriculteurs de décembre 1899. L'avenir gros de succès de son plus jeune orateur était déjà pressenti dans les paroles du rédacteur du «Baltijas Vēstnesis», Juris Kalniņš: «C'est une jeune force qui promet beaucoup pour le peuple letton». Juris Kalniņš, qui vécut jusqu'au 14 juin 1919, vit ses prédictions largement dépassées.

Après ces débuts couronnés de succès, Karlis Ulmanis ne s'arrêta plus. A son poste de directeur de laiterie, il ne cessa de travailler à l'amélioration du rendement de son entreprise et publia ses observations dans la revue mensuelle «Zemkopis» (l'Agriculteur). Son premier article parut dans le deuxième fascicule de 1890,— résultats d'un essai sur le rendement en lait des vaches. Dans le numéro 5 parut, sous la signature de l'auteur, la conférence faite à la réunion: «Les produits laitiers et leur emploi».

Dans ses articles ultérieurs, il arrive à cette conclusion que, même dans les fermes, il est possible, par la substitution aux vieux procédés d'écrèmeuses centrifuges et par l'amélioration du rendement des

vaches, d'augmenter les revenus de la production laitière.

Karlīš Ulmanis franchit le seuil de l'année 1901 avec beaucoup de projets nouveaux, laissant les autres personnalités lettonnes se perdre dans de stériles querelles politiques. Dans le «Baltijas Vestnesis» de 1899, Juris Kalniņš, commentant élogieusement la conférence d'Ulmanis, avait dit: «Nous venons d'entendre sur les produits laitiers des conseils conséquents et expérimentés, donnés par un expert capable. Il existe de nombreuses machines, fort rémunératrices pour qui sait les bien employer. Il semble donc opportun d'organiser à la campagne des cours sur l'exploitation laitière, cours où les agriculteurs pourraient recevoir d'utiles conseils sur l'élevage des bovidés, l'utilisation des appareils de laiterie, et être mis en garde contre les principaux écueils à éviter». Karlīš Ulmanis commence à songer à l'organisation de ces cours, sans abandonner son projet de se livrer aux études agronomiques dès qu'il en aurait l'occasion. Il était d'ailleurs excellemment préparé à ces études par une longue pratique et beaucoup d'expérience. Les cours sur l'industrie laitière furent inaugurés avant son départ, qui eut lieu le 22 juin 1902, à Berzmuīža, où se trouvait la ferme modèle dirigée par un rédacteur du «Zemkopis», Janis Bergs, qui fut plus tard professeur à l'Université de Lettonie. Ils avaient été organisés, sur l'initiative d'Ulmanis et de Bergs, par la «Druva», association agricole fondée en 1892 à Berzmuīža. Ces cours, les premiers de ce genre en Lettonie, étaient remarquables non seulement par le fait qu'on y enseignait le maniement des

machines agricoles et les moyens d'augmenter le rendement des fermes, mais encore parce qu'on y conseillait une collaboration très étroite entre les agriculteurs «devant puissamment servir au développement de l'esprit de communauté dont on déplorait chez nous l'absence presque totale». Recommandant ensuite de ne pas se mettre au travail sans réfléchir, Karlis Ulmanis prononça des paroles dont la valeur n'a pas diminué aujourd'hui et dont nous venons de voir la réalisation: «La première chose nécessaire pour atteindre ce but est l'unanimité. Sans unanimité rien de bon ne sera jamais réalisable.» C'est par ces paroles, prononcées il y a 37 ans, que Karlis Ulmanis, alors âgé de 25 ans, terminait ses cours sur le développement de l'élevage, première étape marquante dans l'organisation de l'économie nationale lettonne. Elles prouvent que l'auteur, lorsqu'il parlait d'union, ne bornait pas sa pensée à l'industrie laitière. On en a une autre preuve dans une remarque faite en marge de son journal par une auditrice des cours, la femme d'un pasteur, qui d'ores et déjà, la première peut-être, pensait que «cet homme deviendrait un jour le chef de ses compatriotes».

C'est ainsi que Karlis Ulmanis, dès la première étape de son activité économique et sociale, de 1896 à 1902, s'est tracé la route dont il ne s'écartera plus et qu'il élargira toujours davantage, jusqu'à ce que soient ouverts les larges horizons que nous contemplons aujourd'hui.

Années d'études.

Le jeune homme a conquis l'attention et l'estime des agriculteurs, ses articles sont attendus par la rédaction du «Zemkopis» et d'autres journaux encore, car l'intérêt qu'Ulmanis a su faire naître pour l'amélioration de l'agriculture ne cesse de croître dans le peuple entier; mais il ne se sent pas encore suffisamment armé pour lutter de son mieux. C'est pourquoi, lorsque sa situation matérielle est devenue meilleure, il pense aux études qui devaient lui permettre de compléter ses connaissances. En 1896, son père acheta pour son fils aîné, Janis, la ferme d'Ezerkleiši, et donna plus tard à Indriķis la ferme de Brašķi, à Livberze, ferme que celui-ci dirigea lui-même, tout en veillant sur la laiterie de Riga. Tout ce qui vient des Russes répugne à Karlis, depuis les bancs de l'école, à cause du sans-gêne de ceux-ci et de leur manque d'ordre. C'est pourquoi il se rend, afin de poursuivre ses études, à Zurich où il s'inscrit à la Faculté d'Agriculture de l'Ecole des Hautes Etudes polytechniques. Mais, une fois à l'étranger, il ne rompt pas ses liens avec la mère patrie: après son départ, dans le numéro 45 du «Zemkopis» (année 1902), paraît l'annonce suivante:

«Conseils gratuits sur les questions laitières et les questions d'élevage (pour l'installation de laiteries coopératives). K. Ulmanis, étudiant en agronomie, Bûrglichstrasse 25, Zurich, Suisse.»

En Suisse, Ulmanis s'initie non seulement à l'agriculture, mais aussi aux aspirations à la liberté qu'a ce pays et à la situation générale de sa culture. Il y

gagne le désir de se tourner vers d'autres branches de la vie sociale. Il fait la connaissance d'un étudiant en sociologie, Miķelis Valters, fils d'un ouvrier de Liepaja, sur la proposition duquel il écrit une étude: «Remarques sur la situation des ouvriers agricoles dans les Pays Baltes», pour la revue lettonne «Proletariets» paraissant à Zurich. L'article paraît dans le numéro 9 (année 1903) et atteste que, conscient des besoins vitaux des ouvriers industriels et agricoles, sans être membre d'aucun parti, Karlis Ulmanis était alors le champion des droits et du bien-être du peuple entier, comme il l'est resté jusqu'aujourd'hui où la possibilité lui a été donnée de réaliser tout au moins une partie de ses espérances, en dotant les ouvriers de maisons familiales, d'allocations familiales et en veillant à ce que l'assistance sociale ne fasse jamais défaut au travailleur, au moment où ses forces s'épuisent et jusqu'à son dernier jour. Dans cet article, on montre également l'erreur des agriculteurs qui tendent par tous les moyens à rendre plus pénible la situation de leurs ouvriers. De même il signala plus tard aux citoyens menant une vie facile que les paysans eux non plus ne doivent pas être exploités par ceux qui en auraient la possibilité.

Le rédacteur en chef de la revue, M. Valters, accompagnait l'article de ces mots: «Cette étude nous est envoyée par un agriculteur qui occupe dans le mouvement des agriculteurs lettons une des toutes premières places».

Cet élargissement des conceptions sociales de Karlis Ulmanis est un des traits les plus importants et les plus significatifs de ses études en Suisse.

La majeure partie des matières enseignées à la Faculté d'Agriculture lui sont déjà connues soit par les livres, soit par la pratique; ce qui lui est nouveau, c'est l'organisation même de l'agriculture de l'Europe centrale et ses méthodes de travail. Après la fin des cours, à l'été de 1903, il revient chez lui et se remet au travail avec une énergie toujours croissante. Le nom de Karlis Ulmanis est déjà connu de tous, et tous ceux qui ont lu ses articles veulent l'entendre parler. La Société lettonne de Riga crée une section agricole où Ulmanis a beaucoup à faire avec les conférences qu'il y fait pour les associations agricoles qui ont été fondées. La plus florissante de ces dernières est celle de Kauguri, qui deviendra plus tard l'Association agricole baltique, et qui est dirigée par Hermanis Endzeliņš. C'est cette Société qui organise en 1903 les premiers cours, en Vidzeme, sur l'industrie laitière. Cet exemple fut suivi à Allaži et dans d'autres villes encore. Avec la collaboration d'Ulmanis, l'Association fonde un journal, «Valmieras Lauksaimnieks» (l'Agriculteur de Valmiera), rédigé par Endzeliņš, et qui existe encore aujourd'hui sous ce même titre. Karlis Ulmanis continue d'écrire activement et le journal publie au fur et à mesure ses articles sur des questions spéciales. Il favorise ainsi beaucoup la création et l'extension de nombreuses associations agricoles et des premières sociétés pour le développement de l'élevage, qui toutes ont joué dans l'histoire de notre économie nationale un rôle d'une importance incontestable. Cependant, dans toutes les conceptions, dans tous les jugements exprimés, sur des questions



LATVIJAS VALSTS
BIBLIOTEKA

32-11

31 743

purement économiques, dans les articles de Karlis Ulmanis, transparaissait une même intention, — l'unification des forces lettonnes encore faibles et dispersées, si bien que les hobereaux allemands, de même que l'administration russe, commençaient à regarder d'un mauvais oeil les associations agricoles et à avoir, les uns comme les autres, le pressentiment de la fin prochaine de leur domination.

A l'automne de 1903, Karlis Ulmanis repart pour continuer ses études, mais cette fois à Leipzig, où il s'inscrit à l'Institut agronomique. Là encore, il maintient le contact avec son pays natal et dès qu'il est installé, donne à tous son adresse, qui est publiée dans le «Valmieras Lauksaimnieks». Il envoie à ce journal des articles sur l'agriculture et en février 1904 il revient pour un mois à Valmiera où il fonde la première société pour le développement de l'élevage. Il fait également plusieurs conférences en Allemagne et écrit, dans des publications agricoles allemandes spécialisées, des articles sur ses observations personnelles dans le domaine de l'industrie laitière. Il fait à cette époque des voyages d'étude en Hollande, au Danemark, en Autriche et en Hongrie, pour y observer la vie des paysans.

Karlis Ulmanis termine ses études à l'Institut agronomique de Leipzig au cours de l'été 1905 et regagne la Lettonie, licencié en agronomie, mais en réalité pourvu d'une compétence dépassant largement ce titre. Il vient se mettre au service du mouvement qui devait aboutir à la victoire économique des Lettons, victoire qui devait être elle-même le prélude des attaques contre les forteresses des oppresseurs.

Et, gardant prudemment secrets ces buts lointains, il songe à détruire successivement, par étapes, les lignes de défense derrière lesquelles s'étaient retranchés ses adversaires, lignes qui, depuis le début de son activité, se lézardaient et n'étaient déjà plus très loin de s'effondrer.

Projets contrariés.

Ayant terminé ses études, Karlis Ulmanis rentre au pays natal plein d'espoir, dans les meilleures dispositions de travail en faveur de son pays. Dès son retour, la Société agricole de Kauguri l'engage comme inspecteur-agronome chargé de la surveillance des laiteries. De plus, on lui confie un poste de rédacteur à la revue «Lauksaimnieks» (l'Agriculteur). Il avait dès lors en main les atouts nécessaires pour mener ses compatriotes à la prospérité, le domaine d'activité qu'il avait si ardemment convoité lui étant largement ouvert.

Cependant, durant le séjour d'études de Karlis Ulmanis en Allemagne, de grands changements s'étaient produits dans toute la Russie, changements qui commençaient à se faire sentir également sur les bords du Golfe de Riga, — mais d'une façon particulière. La Russie, engagée dans la guerre contre le Japon, était menée à la défaite par la suffisante incapacité de ses généraux. Et cette défaite se traduisait par une aggravation de la crise industrielle et agricole qui sévissait dans de nombreuses villes et dans les provinces où la terre était mal exploitée. Au malaise économique s'ajoutait un malaise social, car les intellectuels russes et la noblesse elle-même

s'étaient mis à réclamer impérieusement leur participation au règlement des affaires de l'Etat, laquelle leur avait été si longtemps refusée. La Russie, par son despotisme, était devenue un anachronisme en Europe et comme tel devait fatalement s'écrouler. Dans toutes les régions de l'Etat habitées par des minorités ethniques, des voix s'élevèrent, réclamant le droit de disposer de soi-même ou tout au moins une autonomie fédérative.

Dans les Pays Baltes, à ces deux causes d'agitation révolutionnaire s'en ajoute encore une troisième: les paysans lettons, les agriculteurs et les ouvriers agricoles exigent la restitution des terres usurpées. Ces réclamations, d'abord faibles et timides, prennent une ampleur croissante; nées dans les villes, elles gagnent la campagne qui fournira, les statistiques l'ont montré, presque 70 % des révolutionnaires. C'est ce qui prouve le caractère agraire de ce mouvement révolutionnaire qui entraîna tous ceux qui espéraient corriger l'injustice de l'histoire. Au début, l'action se développe assez paisiblement, sans provoquer, après les démonstrations sanglantes de janvier 1905 à Riga et dans d'autres villes, de nouveaux excès, bien que pendant tout l'été se soient succédées des réunions secrètes, que des proclamations aient été faites dans le but de préparer le peuple et de l'exalter en vue de la lutte future. Celle ci fut grandement favorisée non seulement par le réveil de l'esprit national, mais aussi par l'instruction acquise et les succès économiques qui poussaient les Lettons à reconquérir toute la terre lettonne.

Bien qu'il sentit que cette révolution s'opérant dans

l'âme du peuple, mais privée du cerveau indispensable, n'aboutirait pas encore à la victoire, Karlis Ulmanis ne pouvait se tenir à l'écart en observateur indifférent. Son travail lui donnant l'occasion de voir beaucoup de gens, soit chez eux, soit dans des réunions, et la conversation passant toujours des questions économiques aux événements politiques, il ne perd pas une occasion d'exalter les droits des Lettons et d'attaquer violemment la noblesse des Pays Baltes. Le même esprit anime les articles du rédacteur en chef du «Lauksaimnieks». C'est pourquoi la noblesse allemande, qui a ses espions partout, voit en Karlis Ulmanis un adversaire très dangereux et réussit à le faire arrêter en septembre 1905, pour des articles publiés la même année dans le «Lauksaimnieks».

Après son arrestation, Ulmanis est incarcéré à la prison de Pskov, qui est déjà pleine de révolutionnaires lettons. La situation de ces derniers était privilégiée, car le régime n'y était pas aussi strict qu'en Lettonie où l'on n'avait aucun égard pour les prisonniers. Ceux-ci étaient condamnés, après instruction sommaire, aux peines les plus sévères prévues par la loi. L'arrestation de Karlis Ulmanis en septembre le sauva et le conserva à son pays, pour des jours plus grands et des événements plus graves. Nous pouvons aujourd'hui dire sans la moindre hésitation que la révolution de 1905 était vouée à l'échec à cause de sa faiblesse d'organisation, d'approvisionnement, de discipline et de communications. S'il était resté plus longtemps en liberté, pendant les sombres nuits d'automne où flambèrent les toits des châteaux de Vidzeme, Karlis Ulmanis, bien qu'il n'approuvât pas

les incendies et les ravages, aurait été plus coupable encore aux yeux du pouvoir absolu et n'aurait pas échappé, lors des expéditions punitives, à la peine capitale. Fort heureusement les juges d'instruction assez modérés de Pskov ne trouvèrent pas contre lui de preuves suffisantes et il fut relâché au cours du printemps de 1906. Pendant sa captivité, il n'avait cessé de penser à la poursuite de l'oeuvre qu'il avait entreprise.

Après sa libération, Ulmanis se rendit chez son frère à Ezerkleiši, afin de refaire ses forces affaiblies par le régime de la prison, et aussi pour étudier les possibilités d'une nouvelle action. Au chef de l'Association agricole de Kauguri, son ami, il écrit à cette époque: «Je vis maintenant chez mon frère comme un vrai paysan. Je travaille partout et à tout. Que mes mains se remplissent d'ampoules, plus tard la connaissance de la pratique me servira. Mon frère est un agriculteur raisonnable et je pense apprendre ici quelque chose.» Il continue pourtant de suivre l'activité de son association, que les événements de la révolution ont singulièrement troublée et, dès qu'il en entrevoit la possibilité, songe à reprendre l'édition du «Lauksaimnieks», ses cours et tous les autres travaux qu'il n'avait fait que commencer. Mais ce désir était prématuré et cet homme qui n'a jamais aimé laisser les tâches inachevées dut, au moment même où apparaissait pour lui l'espoir de reprendre le cours de son activité, quitter la ferme de son frère pour passer la frontière. Il était apparu que ses adversaires ne cessaient de rechercher des preuves contre lui et avaient tout préparé pour sa deuxième

arrestation, à laquelle il n'échappa que grâce à l'attention d'Endzeliņš qui l'alerta à temps.

Le coeur serré, Karlis Ulmanis dut se séparer des siens et abandonner ses perspectives d'action, et le train l'emporta vers l'étranger, avec quelques dizaines de roubles en poche, par Valmiera, Pétersbourg et Helsinki où les Finlandais jouissaient d'une liberté relative. Dans leurs ports pouvaient s'embarquer secrètement pour l'étranger ceux qui étaient poursuivis par la police.

C'est ainsi que fut interrompu le travail auquel Karlis Ulmanis avait consacré tant d'énergie, de temps et d'espoirs. Devant lui s'ouvrait toute l'incertitude de l'inconnu.

Emigré.

En 1905 la route des émigrés lettons passait par Helsinki et Stockholm, et c'est celle que Karlis Ulmanis dut lui aussi emprunter. Il se rendit en Allemagne, pour rester à proximité de sa Patrie et être à même d'observer ce qui pourrait être fait plus tard. Il ne tenait pas à retourner dans l'immense Russie, pour errer de ville en ville comme un criminel poursuivi, car les habitudes d'ordre et de régularité qu'il avait acquises au foyer paternel ne l'avaient pas abandonné. En Allemagne, sa vie est d'abord très dure, ainsi que l'attestent les lettres qu'il écrivit à cette époque à Endzeliņš: «Je suis arrivé en Allemagne sans presque un kopek. Heureusement j'ai pu trouver un gîte chez des gens de connaissance, autrement il m'aurait fallu rester dans la rue. La vie d'émigré n'est pas gaie.»

Et au bout du chemin, toujours cette question angoissante: que faire? «Je ne pourrai pas rester bien longtemps à Froberg. Il me faut tâcher de trouver un travail quelconque. Mais les bras manquent-ils ici? Les perspectives qui s'ouvrent devant moi ne sont pas roses. Mais j'ai tort de tant me plaindre: votre vie est-elle plus joyeuse? Plutôt moins encore. Je pense que par ces temps d'incertitude les instituteurs ont peu de chances. Mais les orages passeront et l'on pourra reprendre ses occupations. Peut-être pourrai-je alors recommencer à travailler. Peut-être pourrai-je revenir dans ma Lettonie bien-aimée. Oui! Mon âme est toujours la même!»

La vie à l'étranger est pénible, non pas tellement à cause du dénuement et de la misère qui vous y guettent, mais surtout parce qu'on s'y sent isolé de sa patrie, de son travail, parce qu'on n'y vit pas la vie pour laquelle on est fait. Karlis Ulmanis eut cependant la chance de trouver, au commencement de l'hiver, une place d'instituteur dans une école allemande d'agriculture. Le travail distrait momentanément ses pensées de la misère qui déchire sa Patrie. Une fois qu'Ulmanis a commencé à travailler, il ne peut plus se libérer. En plus de son travail régulier à l'école, il fait des conférences le dimanche et collabore également à une revue agricole éditée par le directeur de l'école, sans oublier de se tenir lui-même au courant des nouvelles intéressant ce domaine. A la fin de l'année scolaire, il se décide à partir pour l'Amérique afin d'y attendre des circonstances plus favorables pour continuer son travail, et de parfaire ses connaissances, dans

ce pays de progrès, pour être mieux encore préparé à sa tâche lorsqu'il reviendra dans sa patrie.

Lors de son départ pour l'Allemagne, Ulmanis savait que son séjour y serait de courte durée, — le temps d'observer la tournure que prendraient les événements. Il n'en était pas de même de son voyage en Amérique, dont il ne pouvait prévoir l'issue. On ne peut quitter à volonté cette terre lointaine, le voyage est long et coûteux, il faut amasser patiemment l'argent du retour.

Arrivé en Amérique, Ulmanis se rend, via New-York et Chicago, dans l'état de Nebraska, région célèbre par le développement de son agriculture. C'est là qu'il espère trouver le plus d'avantages matériels, tout en étant à même de s'initier aux derniers progrès. La capitale du Nebraska, Lincoln, possède en effet une célèbre école d'agriculture. Ulmanis ne désespère pas de faire un jour profiter ses compatriotes des enseignements nouveaux qu'il y va trouver.

Avant tout, Karlis Ulmanis doit chercher du travail, et compléter sa connaissance de la langue anglaise. Il travaille d'abord dans une ferme, puis dans une laiterie comme simple ouvrier, jusqu'à ce qu'il trouve une place analogue dans la ville d'Omaha. Les annonces insérées par «un ingénieur-agronome diplômé d'un institut agronomique d'Europe» n'ont pu lui procurer de meilleur emploi. Sans hésiter longtemps, Ulmanis accepte, car ce travail lui assure tout au moins le pain quotidien. Il expérimente par lui-même toutes les difficultés que rencontre le travailleur manuel. Une fois, lorsqu'il était à la laiterie d'Omaha,

il se blesse en soulevant un tonneau et doit rester trois semaines à l'hôpital. Et ce n'est qu'une fois rétabli qu'il écrit à Endzeliņš: «Oh, j'ai subi des fortunes diverses, comme cela est normal en Amérique, mais toujours la tête haute. Je ne sais à vrai dire pas encore ce que le sort me réserve. J'espère l'année prochaine savoir suffisamment l'anglais, je pourrai alors mieux me retourner. En tout cas, il est plus facile de vivre ici qu'en Allemagne, il y a plus d'espace et de liberté.» Pas la moindre plainte. Même en faisant de durs travaux il se sent plus satisfait en Amérique qu'en Allemagne où la vie, sous certains aspects, n'était pas meilleure qu'en Russie.

A l'hôpital, un médecin le présente à des professeurs de l'Université de Lincoln et le directeur de l'Institut agronomique lui suggère d'obtenir un diplôme américain, ce qui lui faciliterait la recherche d'un travail plus en rapport avec ses compétences. Karlis Ulmanis entre donc en 1908 à l'Institut agronomique de Lincoln de l'Université de Nebraska.

Ulmanis possédait déjà des connaissances étendues en matière d'agriculture. L'Institut, qui ne cessait d'étendre son activité, manquant de professeurs, il est nommé préparateur aux laboratoires. Là, ses collègues trouvent en lui un camarade agréable, doué d'une puissance de travail hors de pair. Il expérimente de nouveaux procédés de travail, invente même des appareils: la transformation du lait est une question qu'il connaît à fond. A cette époque il recommence à s'intéresser aux événements de Lettonie et correspond avec le directeur de l'Association agricole, Endzeliņš, aussi bien sur les questions sociales

que sur les questions techniques. Lorsque l'Association agricole baltique — c'est ainsi que s'appelle maintenant l'Association agricole bien connue de Kauguri — élargissant son activité, se montre désireuse d'éditer une revue, Ulmanis promet tout de suite d'en devenir le collaborateur, car il a pu faire en Amérique beaucoup d'observations susceptibles d'être utiles aux paysans lettons.

A l'exposition agricole qui avait lieu chaque automne à Chicago étaient prévus différents concours pour les étudiants des écoles supérieures d'agronomie. En 1909, Lincoln envoya pour y participer trois de ses meilleurs étudiants: Karlis Ulmanis, M. Kulver et G. Gramlich. Au concours sur l'élevage, ils remportèrent pour leur Université la deuxième place, ce qui était un beau succès pour une aussi vaste compétition. Gramlich, l'ancien étudiant de Lincoln, est maintenant professeur à cette même Université et Ulmanis est devenu le chef de ses compatriotes et le maître suprême de l'Etat letton. En 1909, Ulmanis termina ses études à l'Université de Lincoln et continua d'y travailler en qualité de maître de conférences. A cette même époque il fit, à la grande réunion paysanne du Nebraska, plusieurs conférences sur l'organisation de l'agriculture, conférences qui obtinrent un vif succès. Mais des complications surgirent soudain: le Conseil d'Etat de Nebraska se refusant à homologuer le nouveau poste qu'Ulmanis occupait, celui-ci dut se mettre une fois de plus à la recherche d'une place.

Pendant un certain temps, il ne s'occupe que d'écrire, corrigeant son premier ouvrage en vue d'une seconde édition et en composant un autre, «L'élevage rationnel

du porc" destiné comme le premier à augmenter le bien-être de ses compatriotes. Cependant, lassé d'attendre, il finit par entrer à la grande Société laitière Roberts de Lincoln, dont il devient bientôt sous-directeur. Mais ce poste ne le satisfait encore pas, car il n'est pas venu en Amérique pour y gagner des dollars au profit des riches Américains. Trouvant une laiterie à vendre dans le Texas, il l'achète, dans l'espoir de se procurer l'argent nécessaire à la création d'une école populaire supérieure d'agriculture en Lettonie.

Lorsqu'il travaillait chez Roberts, Karlis Ulmanis avait repris le cours de ses articles dans les périodiques lettons, le «Zemkopis», le «Baltijas Lauksaimnieks», qui venait de remplacer le «Lauksaimnieks», interdit, et surtout la «Zeme», éditée à Valmiera. C'étaient en premier chef des aperçus sur les dernières découvertes en agriculture, mais ses articles consacrés à des questions sociales commençaient à prendre une certaine importance. Par la lecture des livres et des revues qu'il reçoit de sa Patrie, il se rend compte qu'un fossé de plus en plus large se creuse entre la vieille et la jeune génération des cultivateurs lettons, les fils ne voulant plus rester dans les fermes pour continuer le travail de leur père, aspirant à une vie plus facile et émigrant vers les villes de la vaste Russie où ils étaient perdus pour leur nation. Mais les enfants n'étaient pas les seuls responsables de cette situation qui menaçait de ruiner toute l'économie lettone.

On n'en était plus au temps où les enfants vivant à la maison paternelle devaient travailler sans rému-

nération. Seul le fils aîné pouvait espérer hériter de la ferme, tandis que les cadets ne vivaient que dans l'attente de trouver ailleurs une situation meilleure. Ces questions, Karlis Ulmanis ne les oubliait pas, et il pensa jusqu'à ces derniers temps à la solution de ce problème dangereux pour l'agriculture. Dans ses articles, il soulignait que les fils de paysans devaient recevoir une instruction en rapport avec leur état, être traités avec considération et recevoir une juste rémunération pour leur travail afin que, grandissant sur la terre, ils vissent en leur maison l'abri le plus sûr contre les hasards de la vie et qu'ils eussent la possibilité d'en faire la retraite la plus agréable du monde. Ces idées sont exprimées dans un article intitulé «Fils de paysan», paru en 1910 dans le «Zemkopis» et dans un autre article intitulé «Les temps difficiles», paru en 1912 dans la «Zeme». C'est ainsi que Karlis Ulmanis a, en quelque sorte, planté les premiers jalons de l'amélioration de la situation générale des agriculteurs. A côté des indications purement pratiques, il exigeait de plus la consolidation juridique du sort des paysans, demandant par exemple «une participation aux gouvernements locaux proportionnée à leur nombre, à leurs forces et à leurs besoins, le développement de l'instruction, le renforcement de la coopération, le règlement de la question de la main d'oeuvre agricole, une large fourniture et un emploi plus généralisé des machines agricoles, le développement spécial des branches de l'agriculture les plus rémunératrices, l'abandon des mauvaises habitudes et l'adoption des méthodes modernes de travail. «Au lieu d'attendre des temps meilleurs, se

mettre au travail pour transformer les circonstances défavorables en circonstances propices — voilà une tâche digne de nous». L'article se terminait par un chaleureux appel à un travail acharné et persévérant, soutenu par cette pensée: «Les temps à venir sont à nous».

Les années s'écoulaient, remplies par un labeur constant, par la recherche continue d'améliorations, lorsque soudain parvient à Ulmanis cette nouvelle, transmise par des amis de la Société centrale: à l'occasion du 300^{ème} anniversaire de la dynastie des Romanov, la Russie a proclamé l'amnistie des révolutionnaires de 1905, et cette amnistie le concerne lui aussi. Alors Karlis Ulmanis n'a plus qu'une pensée, — revenir au pays natal où il souhaite reprendre sa collaboration aux journaux, ses cours et toute cette vie qu'il a abandonnée il y a sept ans. Aussi rapidement qu'il le peut, il vend son entreprise, malgré les instances de ses nouvelles relations d'Amérique, liquide ses affaires et s'embarque pour la Lettonie. Et s'il est mécontent de quelque chose, c'est de lui-même, car il n'a pu amasser une somme suffisante pour réaliser son grand projet, la création d'une école supérieure d'agriculture. Il ne prévoyait pas que cinq ans plus tard il donnerait au peuple letton beaucoup plus encore qu'une école d'agriculture, l'autonomie, la liberté complète à laquelle les Lettons osaient alors à peine songer. Quelques années seulement de luttes opiniâtres et imprévues le séparaient de cette éclatante victoire.

Muni d'une riche expérience acquise en Amérique, expérience qui lui ouvre des horizons beaucoup plus

vastes, Karlis Ulmanis regagne la Lettonie, à la fin de l'automne 1913. Ses premiers pas le conduisent en Zemgale, dans sa famille, mais après une courte entrevue avec ses parents il part pour Valmiera: la Société agricole baltique est pour lui un deuxième foyer. C'est un centre d'hommes actifs, ouverts aux idées nouvelles, faisant leur profit de tout conseil judicieux. Le directeur de la Société l'invite à reprendre sa participation à l'activité de la Société et lui offre le poste d'agronome régional, qu'Ulmanis accepte sans hésiter, car c'est celui qu'au moment de son départ pour l'Amérique il souhaitait obtenir. Au début, le gouverneur russe Svegintzev qui sent en la personne de l'ancien émigré un adversaire redoutable pour son pouvoir et pour le régime, fait des objections à Endzeliņš à propos de l'engagement de Karlis Ulmanis, menaçant même de dissoudre la Société. Mais Endzeliņš arrive à le convaincre que l'activité de Karlis Ulmanis est indispensable. Bien que, pendant les sept années qu'Ulmanis a passées à l'étranger, de grands progrès aient été accomplis, l'oeuvre qu'il avait entreprise avant son départ restait encore inachevée. Aussitôt sont organisés des cours, des réunions de paysans, des conférences, et de nouveaux articles paraissent sur l'agriculture, car Ulmanis doit assumer également les fonctions de rédacteur à la «Zeme». Son travail est précisément celui qu'il avait imaginé, étant à l'étranger. Il retrouve l'occasion de s'adresser aux paysans lettons, et il s'adresse non seulement à leur raison, mais aussi à leur coeur, pour y éveiller des aspirations que la raison se refusait encore à admettre. Entre 1913 et

1914, en quelques mois, il fit une vaste tournée en Vidzeme septentrionale, donnant quelques dizaines de conférences et prenant contact avec les paysans les plus en vue, qui lui seront de grand secours plus tard, quand arrivera le grand jour. Il continue ainsi tout le printemps, sans négliger la «Zeme», dont chaque numéro publie un article de lui. Il y poursuit le développement de sa théorie sur les devoirs respectifs des pères et des fils. Dans ses articles il ne se contente pas de prodiguer, sous une forme littéraire choisie, de simples encouragements, mais il cherche à persuader par des exemples vécus.

L'occupation de la Kurzeme par les Allemands avait été pour les habitants une véritable catastrophe: voulant se soustraire à la haine des Russes et au joug des Allemands, ils avaient abandonné leurs fermes, emportant dans leurs voitures bâchées ce qu'ils avaient de plus précieux. Le malheur était d'autant plus grand qu'il s'agissait des terres les plus riches de la Lettonie, laquelle était dès lors condamnée à tomber dans la plus grande misère. Ulmanis, qui lui-même connaissait la route de l'exil, contemplait ce spectacle avec une profonde tristesse. Mais il était parti seul, tandis que maintenant c'était un tiers du peuple letton qui s'en allait. Quel parti les Lettons devaient-ils prendre? S'enfuir ou demeurer? Les journaux lettons de Riga préconisaient, les uns la première solution, les autres la seconde. D'aucuns espéraient encore une prompte victoire russe, après laquelle les réfugiés pourraient revenir; d'autres, prévoyant une occupation prolongée, redoutaient de voir les ennemis s'approprier les biens abandonnés et les patriotes

lettons se disperser aux quatre coins de la Russie. Ces discussions cessèrent lorsque la vague des réfugiés eut déferlé sur la Vidzeme et s'apprêta à franchir les frontières russes. La situation s'aggravant chaque jour, les travaux agricoles étant d'ailleurs interrompus, Karlis Ulmanis quitta la Société agricole baltique et la rédaction de la «Zeme» pour entreprendre une action plus propre à aider les habitants des régions dévastées.

Lors du premier afflux de réfugiés, Ulmanis fut nommé membre de la Commission d'évacuation chargée du placement des réfugiés et de l'achat de leur bétail. Après avoir franchi la Daugava, les réfugiés s'étaient groupés dans les environs de Suntaži. Ils attendaient que le Gouvernement leur achetât leur bétail, afin d'aller ensuite chercher asile dans des régions plus sûres. Karlis Ulmanis comprit alors le danger nouveau qui menaçait son pays: la dispersion des patriotes dans les contrées les plus lointaines de la Russie. Dans une réunion à Priekule où l'on discuta du sort des réfugiés, Ulmanis montra avec chaleur la nécessité d'arrêter l'évacuation de la Vidzeme. Il écrivit dans le même sens dans les journaux, et parvint ainsi à retenir en Vidzeme nombre de Lettons. On finit par se rallier unanimement au point de vue de Karlis Ulmanis. La partie du pays qui était restée libre dut alors héberger, nourrir et reconforter plusieurs centaines de milliers de réfugiés. A Valmiera, Karlis Ulmanis travailla beaucoup pour venir en aide aux réfugiés. Valmiera et Valka devinrent de nouveaux centres où se réunirent les dirigeants de la vie économique et sociale, ceux que le défaitisme de la guerre n'avaient

pas atteints et qui opérèrent le sauvetage de tous les réfugiés, enfants, femmes, vieillards. Il est impossible de décrire l'activité que Karlis Ulmanis déploie à ce moment. Il ne recule devant aucune tâche et fait tout pour alléger le sort de ceux dont la vie avait été brisée par la guerre, qui s'était abattue sur eux au moment de la moisson. Le Comité d'assistance aux réfugiés entreprit la réunion des familles dispersées; les réfugiés furent nourris, habillés, soignés; les enfants envoyés à l'école; mais l'essentiel était de maintenir leur esprit en éveil. On organisa à Valmiera des soirées familiales pour les réfugiés, au cours desquelles Ulmanis parla souvent, exposant sous des couleurs attirantes l'avenir heureux de la Lettonie à ceux qui avaient perdu leur patrimoine. Et si beaucoup parmi eux ne le crurent pas, qu'ils se souviennent que l'orateur d'alors n'a pas trompé ceux qui ont tenu ferme. Le Comité dut aussi organiser des quêtes, car les ressources du gouvernement russe, — le responsable de toute cette misère — étaient insuffisantes. A cette même époque, Karlis Ulmanis se rendit en Sibérie orientale afin d'acheter des céréales pour les besoins des réfugiés. Mais il ne put réussir que partiellement. La Russie se désagrègeait et l'on ne pouvait déjà plus obtenir tout ce dont on avait besoin. Le principal obstacle était le manque d'unité dans l'organisation des comités de secours. A ce propos, Ulmanis écrivit dans le «Līdums»: «La meilleure de toutes les entreprises est dirigée par un seul homme, qui a tous les pouvoirs, et qui est «the right man in the right place».

A cette époque, Ulmanis établit son domicile à Valka, qui est le centre de tout le mouvement letton

et où l'on commence déjà à parler ouvertement des droits des Lettons et de leurs besoins, et à réclamer l'indépendance de la Lettonie. Karlis Ulmanis prit une part active à ce mouvement. Ed. Virza, dans son livre, parle de lui en ces termes :

« Il a la faculté de prévoir les événements. Lorsqu'à Lugaži toutes les maisons de la place se sont endormies, une seule fenêtre reste éclairée, passé minuit. C'est celle de Karlis Ulmanis qui, penché sur sa table de travail, élabore des projets et des comptes. Il n'a pas le temps de s'adonner au rêve. Il veut saisir l'avenir entre ses mains vigoureuses. Il le tient déjà en sa puissance. Dans chaque commune, ses agronomes et ses instructeurs travaillent. Sous le couvert de leur action professionnelle, ils se livrent à une tout autre besogne. Ils parlent aux paysans de la Lettonie future, de la prochaine souveraineté du peuple letton, du grand rôle des paysans dans les temps à venir. Autour d'eux se groupent les fermiers les plus ardents et lorsque le soir ils se réunissent chez l'un d'eux, Ulmanis est virtuellement présent parmi eux. L'esprit d'Ulmanis a commencé sa tournée dans les maisons lettones. »

C'est ainsi que ses agents et ses articles de journaux préparent les meilleurs éléments de la Lettonie septentrionale, ceux qu'il a pu toucher déjà lorsqu'il travaillait comme agronome dans cette région. Le but lointain qu'Ulmanis poursuivait alors s'était singulièrement rapproché. Mais l'instant était grave et il fallait veiller plus que jamais afin de préserver des derniers écueils l'entreprise qu'il avait su mener jusque devant le port.

A la veille de la liberté.

Certains patriotes lettons racontent que Karlis Ulmanis, venu à Riga au cours de l'automne 1916, aurait discuté avec eux des moyens de conquérir l'indépendance de la Lettonie. Mais c'était encore un temps où l'on s'enthousiasmait, — officiellement tout au moins — pour le patriotisme russe, où les tirailleurs lettons mouraient pour «la foi, le tsar et la Patrie», où la «Patrie» n'était rien autre que le vaste empire russe, — et il fallait parler de ces choses avec beaucoup de circonspection pour que les défenseurs de cette foi ne fussent pas arrachés aux rangs des combattants sans avoir rien réalisé. Cependant l'intuition de Karlis Ulmanis, qui présentait un changement, était fondée car, bien que tout fût calme encore en apparence, l'appareil administratif de la grande Russie était déjà sérieusement ébranlé. Au début du mois de mars 1917, la Douma russe, qui ne possédait aucun pouvoir, commença à dénoncer les défauts du système et le 10 mars le tsar décréta sa dissolution. Pétersbourg et sa garnison se mirent du côté de la Douma et créèrent le Comité d'Etat provisoire qui força le tsar Nicolas II à signer, le soir du 15 mars, son abdication en faveur de son frère Michel. Mais celui-ci abdiquait à son tour le 16, et la Constituante elle-même dut statuer sur le sort de la nouvelle Russie et de ses populations.

Des assemblées locales furent immédiatement convoquées dans toutes les provinces. Celle de la Vidzeme eut lieu à Valmiera les 25 et 26 mars. Parmi les 440 délégués de cette assemblée de Vidzeme, Karlis

Ulmanis fut l'un des plus actifs, car la moitié de la Vidzeme lui était déjà connue. Ne possédant pas de propriété foncière, il fut élu membre du Conseil comme représentant des «sans-terre». Au début, l'établissement du nouvel ordre se poursuivit avec succès. Mais bientôt des divergences se manifestèrent parmi les différentes organisations et de plus en plus fréquemment, au-dessus des cris réclamant un Etat letton, retentirent des appels à la fraternité universelle du prolétariat. Voyant menacées les libertés conquises, avant même qu'elles n'eussent profité à personne, Karlis Ulmanis adressa cet avertissement à ses compatriotes, au cours de la réunion des coopérateurs du 4 avril 1917: «Isolé, chacun de nous ne peut rien; réunis, nous pouvons beaucoup: nous ne devons voir notre avenir que dans la nation». Et plus loin: «Dans l'avenir le plus proche, avant tout autre préoccupation, nous devons réaliser l'union de tous les partis en un seul organisme, que nous pourrions appeler Conseil du peuple ou Conseil national. Ce sera l'institution qui présidera aux destinées politiques de la nation.» Cet organisme fut effectivement créé plus tard, mais à ce moment-là seule une partie de la Vidzeme septentrionale avait résisté à l'invasion germanique.

Entre temps, beaucoup d'événements importants étaient survenus. En avril, le Conseil de la province de Vidzeme et le Conseil de la ville de Riga élurent le Dr. A. Friedkalns commissaire provisoire du Gouvernement, et Karlis Ulmanis commissaire adjoint. Dans ce travail de réorganisation, ce dernier se trouva à côté d'hommes dont les opinions étaient absolument contraires à celles de la majorité des Lettons. Ulmanis

se rendit compte de la nécessité d'exalter les sentiments nationaux de ses compatriotes, et il résolut de s'y employer. Il fut aidé dans cette tâche par les relations qu'il avait nouées auparavant avec les paysans. Le 29 avril, il convoqua à Valka une assemblée constitutive du parti paysan letton, assemblée à laquelle prirent part 200 délégués venus de 17 localités différentes et représentant 1500 membres de la nouvelle organisation. S'étant surmené au congrès et ayant pris froid en revenant à Riga, où l'appelaient ses nouvelles fonctions, Karlis Ulmanis tomba si gravement malade que ses camarades commencèrent à craindre que la mort ne ravît au peuple le champion le plus ardent de sa liberté. Mais cet homme fort, habitué à gouverner non seulement son esprit, mais aussi son corps, finit par triompher de la maladie et entra en convalescence, pouvant alors, comme l'annonçait le «Lidums», «rester quelques heures assis sur une chaise». La maladie qui, pendant plus de deux mois, avait arraché Karlis Ulmanis à son travail régulier, semblait avoir travaillé pour les ennemis de la Lettonie. Pendant ce temps, les partis bourgeois étant privés d'un chef capable, le Conseil des ouvriers, des soldats et des «sans-terre», dont l'organisation était plus ancienne, et qui de plus était appuyé par la force armée, obtenait les pouvoirs au Conseil du pays de Vidzeme. Dans ces conditions, il devenait difficile de travailler. Les différentes organisations fonctionnaient encore, mais il n'était plus possible de trouver un terrain d'accord pour arrêter l'attitude commune à prendre en vue de la détermination du sort de la Lettonie. Finalement, le 12 août 1917 se réunit au

château de Riga une conférence groupant les plus grandes organisations sociales et les partis politiques lettons les plus importants, conférence qui adopta et coordonna les projets d'autonomie de la Lettonie, discutés au préalable dans des institutions et des organisations particulières. Karlis Ulmanis était membre de ce congrès.

Le Congrès arrêta les dispositions suivantes :

1) La Lettonie a droit, à l'instar des autres peuples, à la libre disposition d'elle-même ;

2) La Lettonie doit être indivisible, unissant la Vidzeme, la Kurzeme et la Latgale ;

3) La Lettonie doit être une unité indépendante dans la République russe, fondée sur des bases démocratiques.

Mais ces décisions n'avaient plus qu'une valeur historique. Les Allemands déclanchèrent le 1-er septembre l'offensive contre Riga, rompirent le front de la Daugava à Ikšķile, traversant la légendaire « Ile de la mort », et commencèrent l'investissement de Riga. Les régiments de tirailleurs lettons essayèrent bien de sauver l'honneur de leur arme, mais ils étaient trop peu nombreux et le 3 septembre, ayant coupé, près de Ropaži, la retraite aux régiments russes, les Allemands occupèrent Riga. Les Russes, battant en retraite, voulurent de nouveau chasser les Lettons de leurs maisons pour transformer celles-ci en refuges, mais les Lettons, ayant vu le sort amer des Courlandais et des Zemgalois, se refusèrent à abandonner leurs fermes. Karlis Ulmanis resta à son poste, pour étudier l'éventuelle possibilité d'organiser un Etat letton, là où la majeure partie de la terre lettonne se

trouvait aux mains des Allemands. Il fallait lutter avec fermeté contre les représentants des Allemands, et contre les demi-Allemands locaux qui saluaient avec enthousiasme les occupants, pour leur faire connaître l'existence des Lettons patriotes dont les intentions n'étaient pas celles des Allemands. Cependant à Riga travaillaient, bien qu'avec beaucoup de précautions, certaines organisations lettonnes qui constituaient ensemble le Comité letton d'assistance, dont le but avoué était d'aider les indigents, mais qui était en réalité une organisation masquée aux yeux de la surveillance allemande pour propager et réaliser l'idée de l'indépendance lettonne. Dans ce même but les représentants des organisations et des partis formaient le soi-disant bloc démocratique de Riga, dont fit partie Ulmanis. Le bloc démocratique de Riga délibéra au début d'octobre sur la question de l'indépendance de la Lettonie. Ces délibérations aboutirent à la fin d'octobre à la résolution suivante :

«La Lettonie est une république démocratique indépendante dans la Société des Nations.

Le régime intérieur de l'Etat letton et ses relations avec l'extérieur seront définis par son Assemblée Constituante».

Dans son activité ultérieure, Karlis Ulmanis s'efforça avant tout de répandre cette idée dans le peuple, ce qui légalement n'était possible ni par la voie du seul journal letton paraissant à Riga, ni par d'autres voies. Il se souvint alors qu'il avait été quelques années auparavant inspecteur-agronome et, sous le manteau de conférences agricoles, il commença à planter le germe sacré, cette fois-ci au coeur même

du peuple letton. C'est au moment même où l'intolérance atteignait son apogée que, dans la seule partie de la Lettonie restée libre, — la Vidzeme septentrionale — et aussi dans tous les endroits où les Lettons pouvaient se réunir, se développèrent la pensée d'un Etat letton indépendant et l'espoir de jours meilleurs pour le peuple. La poétesse Anna Brigadere en parle dans ses mémoires: «Il y a là quelqu'un qui croit à la Lettonie et qui éduque pour elle les futurs citoyens. Je suis allée à une conférence, dans une petite salle bondée, où parlait Karlis Ulmanis. Il s'agissait d'une certaine branche de l'agriculture, peut-être même de l'élevage des porcs: je ne me souviens plus, car j'entendais tout autre chose. J'entendais une leçon sur la politique et la Lettonie nouvelle. Avant l'arrivée d'un espion, qui fut signalée au conférencier par un signe conventionnel, j'entendis ces mots: «Nous avons droit à notre terre, à notre Etat. Il suffit que nous en ayons la volonté, nous l'aurons et le diable lui-même ne pourra nous l'enlever. Par notre volonté et par notre courage, nous l'obtiendrons, par notre travail nous l'édifierons.» Tout ceci fut dit avec une adresse telle, à mots couverts mais pourtant si clairement, avec une telle force d'inspiration et une telle chaleur de conviction, que l'on ne pouvait s'empêcher de penser que cet homme, qui faisait là une conférence sur l'agriculture, possédait certaines forces mystérieuses et serait là au moment voulu, dès qu'on lui ferait signe. Il connaissait les sources profondes de la vigueur nationale et savait inculquer aux autres sa conviction et sa foi».

A côté de son action dans la Vidzeme, occupée par

les troupes allemandes, Kārlis Ulmanis était également en rapport avec la Lettonie septentrionale où des hommes politiques fidèles à la Lettonie avaient constitué un Conseil national provisoire qui s'efforçait non seulement de détacher la Lettonie de la Russie, mais aussi de la rendre populaire en Europe occidentale, chez les Alliés, ainsi que dans les pays scandinaves. Bien entendu, ces tractations étaient clandestines, car pour toute entreprise destinée à empêcher les Allemands de décider du sort du pays letton conquis, une seule peine était prévue, celle qui sanctionnait la haute trahison.

Donc, même au moment le plus dur, lorsque le pays et le peuple étaient si cruellement décimés, il y avait encore des hommes pour croire à leur redressement, non par une foi aveugle dans le destin, mais par une confiance raisonnée dans la volonté et la force réunies. Le 18 décembre 1917, le bloc démocratique de Riga soumit au Commandant en chef de l'armée allemande de l'occident, le prince Léopold de Bavière, dont le pouvoir était absolu, la requête suivante, avec la signature de Karlis Ulmanis en première place: «Le peuple letton, qui est resté pendant des siècles sous la domination des Allemands, de l'Ordre, des Polonais, des Suédois et enfin des Russes, a su conserver sa nationalité et, malgré toutes les difficultés, développer sa civilisation. Le peuple letton, après avoir infiniment souffert et fait le sacrifice de ses biens et de sa vie, estime le temps venu de jeter les bases de son indépendance. Pour délibérer sur le régime administratif, économique et politique du futur pays letton, composé de la Kurzeme, de la Vidzeme,

avec les arrondissements de Riga, de Valmiera, de Cēsis et de Valka, des arrondissements de Daugavpils, de Rēzekne et de Ludza, du gouvernement de Vitebsk, — tout en garantissant les intérêts des minorités ethniques, nous sollicitons de Votre Altesse Royale l'autorisation de convoquer une assemblée des habitants de la région occupée de la Lettonie et de confier aux soussignés la préparation de cette assemblée.» La réponse à cette requête fut donnée le lendemain: la conférence autorisée devait être tenue immédiatement, le 22 décembre, d'après un ordre du jour préétabli. Une assemblée convoquée dans un délai aussi réduit, avec des représentants désignés d'avance, ne pouvant avoir de signification réelle et devant obligatoirement adopter les décisions imposées par la force allemande, Ulmanis et les autres patriotes lettons y renoncèrent. Elle fut cependant tenue par le parti des traîtres à la Patrie, dans les locaux de la Société lettonne de Riga, et accepta presque toutes les propositions allemandes. Les envahisseurs ne s'en contentèrent pas et «l'opinion publique» fut travaillée jusqu'à ce que le Conseil de Riga eut déclaré, dans sa séance du 27 décembre, l'entière soumission à l'Allemagne.

Après la révolution d'octobre, lorsqu'en Russie le pouvoir eut passé aux Bolchéviks, ceux-ci engagèrent avec les Allemands, à la fin de décembre 1917, les pourparlers de Brest-Litovsk, qui se terminèrent le 3 mars 1918, époque à laquelle toute la Vidzeme et la Latgale se trouvaient déjà entre les mains des occupants, l'offensive allemande de fin février n'ayant rencontré aucune résistance. C'était le moment de faire

reparaître le «Līdums», qui avait été supprimé par le Conseil des soldats, ouvriers et «sans-terre», avant même la révolution bolchéviste. C'est le 9 avril qu'y parut un appel de Karlis Ulmanis, parlant en qualité de substitut du Président du Comité letton d'assistance, appel invitant la jeunesse de Riga à se remettre pendant l'été aux travaux des champs. «Par ce que vous ferez, vous prouverez que vous êtes toujours les mêmes. — K. Ulmanis, agronome.» Il renouvelait ainsi l'appel qu'il avait lancé plusieurs années auparavant. Mais comme tout avait changé, en si peu de temps! Maintenant que le peuple avait perdu tout son sang, il fallait veiller à la jeune source de vie, il fallait empêcher la jeunesse de tomber. Le lendemain même, le 10 avril 1918, les Allemands convoquèrent une nouvelle assemblée du pays de Kurzeme, comprenant également 32 représentants des paysans lettons fidèles aux Allemands, choisis par ceux-ci. Forcés par les Allemands, ils adoptèrent une proposition préparée d'avance, comportant la création d'une monarchie baltique qui serait unie par les liens du sang à l'empereur d'Allemagne: ce dernier avait déjà donné son consentement à cette combinaison.

La situation semblait désespérée, car la position de l'Allemagne était très forte, l'administration, l'approvisionnement et les armes se trouvaient entre ses mains; elle avait abattu la grande Russie et luttait avec acharnement au sud et à l'ouest. Malgré tout Kārlis Ulmanis ne perdit pas courage et tenta l'impossible, luttant avec une énergie surhumaine: que pouvait-il, avec une poignée d'hommes, contre un

Etat parfaitement organisé, comptant des millions d'habitants. Un espoir secret l'encourageait à persévérer, — l'espoir d'une chute prochaine de l'Allemagne, l'espoir de voir les Alliés soutenir les aspirations des Lettons à la liberté. C'est pourquoi Karlis Ulmanis étendit encore son activité secrète en Vidzeme. En sa qualité de secrétaire de la Société centrale d'Agriculture de Riga et de rédacteur au «Baltijas Lauksaimnieks», il put se servir des nombreux employés de ces organisations, qui sans hésiter répondirent à l'appel du champion des paysans et des droits du peuple, connu maintenant de tous. Ceux-ci devinrent d'inépuisables propagateurs des idées de Karlis Ulmanis dans la classe paysanne lettonne. Dans le «Baltijas Lauksaimnieks», qui recommençait à paraître, parut un article de fond de son rédacteur, «Notre travail», qui préconisait l'augmentation de la production agricole, chose qui ne pouvait que plaire aux Allemands, vu leurs difficultés économiques. Il y était question d'agriculture et d'élevage, pour détourner l'attention de l'administration militaire allemande de la véritable idée de l'auteur, que l'on pouvait lire entre les lignes à la fin de l'article et qui alla au coeur de tous les Lettons: «Il faut une fois de plus souligner la signification de la coopération dans toutes nos entreprises. L'idée de la nécessité de la coopération doit être fortifiée sans relâche, les bienfaits apportés par la coopération doivent être mis en évidence... Si nous voulons nous préparer pour une activité future de large envergure, si nous ne voulons pas être écartés et devancés par d'autres, n'oublions pas que le savoir est l'arme indispensable, l'arme la

plus sûre dans la lutte pour la vie. Nous devons compléter notre instruction, nous devons élargir notre culture. C'est seulement lorsque nous l'aurons fait que nous pourrons envisager l'avenir sans crainte, dans la certitude que les liens qui nous unissent à notre pays natal deviendront chaque jour plus forts, et que nous pousserons dans cette terre des racines profondes. Nous avons besoin d'élever le niveau de notre vie intellectuelle, nous devons nous efforcer de rendre la vie de chacun plus pleine, plus riche. Nous devons chercher et trouver le but de notre vie. A tous les postes et dans toutes les institutions nous avons besoin d'hommes à qui le paysan letton et tout le peuple letton soient chers, d'hommes venus du sein même du peuple letton, qui aient beaucoup appris dans la vie, mais ne soient pas pour cela devenus des étrangers au paysan letton, d'hommes qui parlent un langage intelligible au paysan letton, formé de paroles venant du coeur, inspiré par l'amour du paysan letton, du peuple letton et de notre terre natale, d'hommes qui se sentent en confiance mutuelle avec le paysan letton.

Ces quatre dernières années, que nous les ayons passées à l'étranger ou chez nous, ont été difficiles, avec tous leurs dangers; beaucoup d'autres difficultés nous attendent encore, mais tant que nous garderons confiance en nous-mêmes, tant que nous aurons foi en un avenir meilleur préparé de nos propres mains, tant que nous aurons conscience de nos forces et que nous apprendrons à en connaître la valeur, nous demeurerons à notre place et remplirons nos tâches et nos devoirs, non seulement en y gagnant joie et

bonheur, mais en préparant aussi la voie à ceux qui marcheront un jour dans nos traces.»

On trouve à la fin d'un autre article la phrase suivante: «La coopération rendra notre classe paysanne tout entière forte, entreprenante et tenace»: on y voit un appel assez direct au rassemblement des forces en vue de la grande lutte à venir que Karlis Ulmanis prévoyait clairement. Il savait de même, par l'expérience de la première révolution, que dans le peuple seul le paysan est sûr, a confiance en son destin et ne désire de liaison ni avec son voisin de l'est, ni avec celui de l'ouest. Pour resserrer encore ses liens avec les paysans de Vidzeme et pour accomplir sa tâche en échappant au contrôle direct qui à Riga frappait toute activité, le bureau central de la Société d'Agriculture de Riga, ainsi que la rédaction du «Baltijas Lauksaimnieks» transférèrent leur siège, le 1er juin 1918, à Priekuli, près de Cēsis, où existait depuis plusieurs années déjà une école secondaire agricole; dans cette région habitaient de nombreux partisans de Karlis Ulmanis et aussi beaucoup de sympathisants. Là, il dirigea la propagande politique beaucoup plus que la propagande agricole. Il fallait en même temps s'occuper des régions entièrement dévastées par l'occupation allemande. Tout le pays était épuisé par les Russes et surtout par les réquisitions et les contributions militaires allemandes, mais malgré tout chacun donnait autant qu'il le pouvait et, encore une fois, beaucoup de vies furent sauvées par le Comité letton d'assistance paysanne. L'été de 1918 passa ainsi, Karlis Ulmanis assistant d'un côté au réveil de son pays, à sa souffrance et

à ses douleurs, surveillant d'autre part les événements qui se déroulaient à l'Ouest. Puis ce fut l'automne et ses sombres journées, les plus dures, les plus douloureuses pour le peuple et le pays qui surent faire face à toutes les épreuves et résistèrent aux efforts des Allemands. Ceux-ci, en convoquant du 5 au 9 novembre l'Assemblée des nobles des Pays Baltes, espéraient encore la décider à la réunion à l'Allemagne et masquer ainsi aux Alliés les aspirations des Lettons à la liberté. Mais c'étaient là de vaines mesures, car le dernier jour de cette Assemblée, le 9 novembre 1918, la révolution allemande jetait à bas Guillaume II et tous ses projets de conquête. La noblesse balte constitua alors à Rīga un «gouvernement de l'Etat Balte», mais celui-ci, malgré ses membres, son argent et sa force militaire, eut une existence éphémère, car il lui manquait l'essentiel pour la constitution d'un état, la terre et le peuple qui étaient d'ores et déjà conquis à Karlis Ulmanis.

Le 18 novembre.

Les clauses de l'Armistice, dont la signature suivit immédiatement la révolution allemande, spécifiaient que les troupes allemandes devaient évacuer sans délai les territoires occupés par elles. C'était l'application du principe du droit des peuples à la libre disposition d'eux-mêmes, énoncé par le Président Wilson, et la réponse à l'appel de Clémenceau, qui voulait donner aux peuples la possibilité de se constituer en états nationaux. Une activité fébrile régna aussitôt à Riga pour l'édification de l'Etat letton.

Pendant l'occupation de Riga par les Allemands, aucune coordination effective n'avait pu être réalisée entre le bloc démocratique de Riga et le Conseil national. Le retour de Russie des autres membres du Conseil national n'avait pas arrangé les choses. Les pourparlers entamés en octobre, un mois entier avant la révolution allemande, pour l'union de toutes les organisations et de tous les partis lettons en vue de la création d'un Etat, n'avaient donné aucun résultat. La faute en était surtout aux socialistes et aux socialistes, qui n'étaient pas d'accord avec les modérés sur la création d'un Conseil des organisations et réclamaient un Conseil des partis. De même, dès avant la fondation de l'Etat letton, avaient commencé les querelles de partis qui, quinze années durant paralysèrent en Lettonie toute activité productrice.

Tandis qu'à la ville les milieux intellectuels se démenaient pour s'assurer dans le nouvel Etat le rôle principal, Karlis Ulmanis, nivelant tant bien que mal les conceptions opposées des deux groupes, partait pour la Lettonie septentrionale, où il convoqua, le 15 novembre 1918, à Valka, une conférence de l'Union paysanne. Il y parla des grands événements et du moment propice que l'on ne devait pas laisser passer après l'avoir si longuement préparé et attendu. Les membres de la Conférence se déclarèrent à l'unanimité pour la création immédiate de la Lettonie et désignèrent des représentants au nouveau Conseil. Ulmanis revint ensuite à Riga avec les représentants des paysans de Vidzeme et fit comprendre aux orateurs de Riga les plus intransigeants quelles étaient les opinions de la vraie source de la force lettonne —

la campagne — et qu'il n'y avait pas lieu de temporer. En présence des opinions bien arrêtées de Karlis Ulmanis, et dans la crainte de se voir un jour obligée à concéder aux représentants de la classe paysanne une plus large part du pouvoir, l'Assemblée décréta, le soir du 17 novembre, la constitution du Conseil national letton. Tous les partis étaient représentés dans le Conseil, exception faite de ceux d'extrême-droite, qui avaient demandé l'union «personnelle» avec Guillaume II, et de ceux d'extrême-gauche, qui voulaient une confédération avec la Russie communiste. L'idée d'une représentation des organisations indépendantes des partis avait échoué à cause de l'opposition des socialistes, et au Conseil national letton se rencontrèrent donc des gens ayant des opinions diamétralement opposées, opinions appuyées non pas sur les nécessités du redressement et du bien-être du peuple, mais sur les programmes et les statuts des partis. Prévoyant des difficultés, un journaliste écrivit à ce moment dans le «Baltijas Vestnesis»: «S'ils marchent ensemble, les groupes seront forts et favoriseront également leurs buts particuliers; divisés, ils perdront leur signification et seront détruits par leurs adversaires, et de plus nuiront aux intérêts du peuple qui ne pardonnera à aucun des détenteurs actuels du pouvoir, si par leur faute sont anéantis ses espoirs et ses aspirations à un avenir heureux. De grands droits imposent de grands devoirs.»

Après sa constitution, le Conseil national letton adopta unanimement les dispositions relatives au

développement de la vie de l'Etat sur les points suivants :

1 — la Constituante, 2 — le régime de l'Etat et ses relations avec les autres puissances, 3 — le pouvoir suprême et le régime administratif, politique, et économique, 4 — les droits des minorités, 5 — les libertés civiques, 6 — la défense nationale, 7 — les institutions des communes et de l'Etat.

J. Čakste, qui était à ce moment absent de Riga, fut élu Président du Conseil national et l'on décida de lui confier la présidence de la réunion solennelle au cours de laquelle l'Etat devait être proclamé, le lendemain à 16 heures, au Théâtre National. Continuant le travail d'organisation et passant à la constitution du Gouvernement provisoire qui devait, d'après la décision précédente du Conseil national letton, garder le pouvoir exécutif jusqu'à la convocation de la Constituante, Karlis Ulmanis, dont les dures épreuves des années passées avaient fait connaître de tous le désintéressement et l'ardent patriotisme, fut élu à l'unanimité premier Ministre. Peut-être d'autres hommes auraient-ils souhaité d'obtenir ce poste, mais tous étaient effrayés par l'ampleur de la tâche à accomplir : créer de toutes pièces, avec toutes ses institutions et ses organismes, un Etat qui, tout en assurant la paix à l'intérieur comme à l'extérieur, pût satisfaire les innombrables exigences naissant dans un peuple devenu libre. Le nom et l'oeuvre de Karlis Ulmanis étaient partout connus, de même que sa compétence en toutes questions ; et c'est ce qui lui valut d'être élu à l'unanimité à la Présidence du Conseil. Applaudi de tous, Karlis Ulmanis déclara qu'il

acceptait cette tâche, en promettant de n'avoir qu'une attitude et qu'un programme, — un Etat letton libre et indépendant.

Le lendemain, malgré les troupes de l'occupation, le drapeau national flottait déjà en maints endroits dans les rues de Riga, et dans l'après-midi la population se réunit au théâtre choisi pour la célébration de cet événement solennel. Quand les membres du Conseil national et les assistants furent rassemblés, le Vice-Président du Conseil, G. Zemgals, en l'absence de Čakste, déclara ouverte la séance du Conseil national letton, après quoi le Secrétaire général du Conseil donna lecture du procès-verbal de la séance de la veille, relatant la création de l'Etat letton. Après l'hymne national qui fut chanté par tous, Karlis Ulmanis, en qualité de Président du Conseil des Ministres, prit la parole en ces termes :

«Conscient de l'importance de la décision du Conseil national letton me nommant chef du pouvoir exécutif en Lettonie, mis en confiance par l'unanimité à laquelle cette décision a été prise, je me vois dans l'obligation morale d'accepter ce poste. La tâche du Gouvernement provisoire sera l'édification de l'Etat letton et son affermissement à l'extérieur comme à l'intérieur. L'Etat doit être affermi vis-à-vis de l'étranger pour être fort et uni et entretenir de bonnes relations avec ses voisins, proches et lointains. Quant à l'intérieur, de nombreuses tâches nous attendent; des réformes démocratiques doivent être réalisées sans délai dans le pays. Je ne retracerai pas ici le détail de toutes nos tâches, je ne mentionnerai que les plus importantes et les plus urgentes. Tout

d'abord, le Gouvernement s'attachera, avec toute son énergie et tous ses moyens, à la solution de l'ardu problème du ravitaillement et nous sommes persuadés qu'il y réussira, si tous les citoyens de la campagne et des villes lui viennent en aide. Vient ensuite le règlement de la question agraire. Dans l'ensemble les réformes sociales et la législation sociale du Gouvernement seront larges et profondes, devant assurer aux travailleurs des droits et une situation stables. Le Gouvernement est également conscient de son devoir de veiller à ce que tous les prisonniers de guerre puissent rentrer chez eux et trouver du travail et du pain. Ayant la ferme assurance que le travail et le pain pour tous donneront à notre pays l'indispensable paix sociale, le Gouvernement fera dans ce sens tout ce qui sera en son pouvoir. Des mesures sévères doivent être prises immédiatement pour aplanir toutes les difficultés résultant de l'état transitoire actuel. En plus de toutes ces tâches, le Gouvernement devra résoudre encore d'autres problèmes liés à la construction de l'Etat letton et à son affermissement. Pour la réalisation de ce programme, la collaboration large et sincère du peuple entier nous est indispensable, de même que sa confiance en notre désir de réaliser ses aspirations et ses vœux.

Je ne me dissimule pas les difficultés de cette tâche, mais je trouve un grand réconfort dans la conviction que j'ai de la force et de l'endurance du peuple letton, et j'ai la ferme résolution d'aboutir. Rappelons-nous en cet instant les longues années pendant lesquelles notre peuple a nourri cette espérance et a travaillé pour elle, secrètement ou au grand jour, et

porté dans son coeur l'espoir d'une Lettonie libre. C'est avec reconnaissance que nous devons nous souvenir de ceux qui s'efforcèrent d'aiguiller dans cette voie l'esprit du peuple et offrirent à la Lettonie le sacrifice de leur vie. Si nous travaillons activement, dans une étroite union, il n'y a pas de doute que nous n'atteignons notre but. Nous cicatriserons les plaies que la guerre a ouvertes. Notre agriculture, notre industrie et notre commerce refleuriront, la vie reprendra son cours normal dans notre Patrie tout entière et dépassera même tout ce qui avait été réalisé. Tous les citoyens lettons pourront participer à ce travail et tous pourront bénéficier des bienfaits liés à notre indépendance. Tous les citoyens, sans distinction d'origine, sont invités à collaborer à notre action, car tous les groupes ethniques auront leurs droits assurés en Lettonie. Notre pays sera un Etat de justice démocratique d'où seront bannies l'oppression et l'iniquité.»

C'est ainsi qu'Ulmanis exprimait les pensées qu'il nourrissait déjà lors de ses études en Suisse et qu'il n'avait jamais abandonnées: collaboration et participation de tout le peuple au développement de sa propre vie, rassemblement de toutes les énergies créatrices pour son élévation intellectuelle et pour l'accroissement de son bien-être, octroi au peuple letton de droits égaux, ce dont il avait été jusqu'alors privé à beaucoup d'endroits. Mais cette oeuvre n'était pas facile à réaliser et seul pouvait aboutir un homme d'Etat doué d'une capacité de travail et d'une énergie égales à celles de Karlis Ulmanis, sur qui le poète Ed.

Virza, témoin de ses premiers travaux, s'est exprimé en ces termes :

«A lui seul fut confiée, en même temps que tous les pouvoirs, la défense des frontières du pays, sans un soldat et sans une arme. A lui seul furent remis le destin d'un peuple tombé dans le dénuement le plus complet et un Trésor entièrement à sec. En face de ce vide et de cette misère, il mit sa foi, sa joie de vaincre toutes les difficultés. Avec les cendres des maisons brûlées, il lui fallait créer de toutes pièces un monde nouveau. Des Lettons sortant, sur son appel, des tranchées, des maisons en ruines ou des quatre coins du monde, il devait faire un peuple fort et uni autour du drapeau.»

C'est ainsi que l'Etat libre de Lettonie, salué par les élites de tous les pays du monde, entra dans sa première année d'existence. Son chef, Karlis Ulmanis, devait devenir le réalisateur des aspirations de liberté et de vie prospère que le peuple portait au fond de son âme, sans avoir pu les formuler encore.

Lutte pour la terre natale.

Au début de son activité, le Gouvernement provisoire letton se trouva en face, non seulement des institutions militaires de l'occupation allemande, mais encore du Duché de Courlande créé par les Allemands et de l'Etat Balte proclamé le 9 novembre. Il est vrai qu'à la suite de la révolution allemande tout cela avait perdu sa signification, mais l'idéologie demeurait et l'Allemagne socialiste jetait elle aussi des regards avides sur la côte orientale de la Mer Baltique. Le

seul point acquis pour la Lettonie était la reconnaissance de facto de la libre disposition d'elle-même, signée par A. J. Balfour, Secrétaire d'Etat au Foreign Office, dès le 11 novembre, c'est-à dire avant même la proclamation officielle de l'indépendance lettonne, ce qui consolidait la situation internationale de la Lettonie.

Telle était la difficulté de la situation devant laquelle se trouvait le Gouvernement provisoire letton dont le premier ministre, Karlis Ulmanis, devait organiser absolument tout : créer des administrations, rassembler des troupes, se procurer de l'argent pour les dépenses indispensables, approvisionner Riga où régnaient la disette et enfin venir à bout des institutions d'occupation allemandes qui, même après la révolution, et contrairement aux dispositions de l'Armistice, conservaient leur pouvoir. Après avoir formé son premier ministère, Ulmanis ne put se mettre utilement au travail car, dès la deuxième séance du Conseil national, commencèrent les interpellations sans fin des social-démocrates et le premier Ministre dut, en particulier, leur expliquer pourquoi les réunions communistes étaient interdites. Cet état de choses montra dès le début de quel côté penchait la politique de l'aile gauche et quelles étaient ses vraies visées. En même temps, il fallait organiser une force armée destinée à remplacer les régiments allemands, qui se retiraient, et à défendre les frontières orientales jusqu'à ce que les jeunes Etats fussent devenus capables de défendre eux-mêmes leurs frontières. Mais les Allemands ne laissèrent pas à l'armée lettonne le temps de s'organiser ; se voyant impuissants à réaliser leurs projets sous

la forme qu'ils avaient rêvée, ils battirent rapidement en retraite, dès la création de l'Etat letton, abandonnant le pays letton à son sort. Au commencement, l'armée ne se composa que des membres de l'Union nationale des soldats lettons, association fondée par les officiers et les soldats des régiments de tirailleurs lettons nationalistes après la révolution de mars 1917. Quelques semaines avant la proclamation de l'indépendance lettonne, ils s'occupaient déjà de former une force armée, réunissant environ 400 officiers, étudiants et écoliers, sans uniforme et munis d'armes de fortune.

D'après les clauses de l'Armistice, les Allemands devaient équiper les unités de l'armée nationale lettonne avec les armes et les vêtements provenant des dépôts de l'armée allemande; mais cet engagement ne fut pas tenu et les nouvelles formations, dépourvues d'armes, ne purent s'opposer aux assaillants. Les Allemands abandonnèrent Valka aux Bolchéviks le 16 décembre et Valmiera le 22. En tête des envahisseurs bolchévistes venaient les régiments de tirailleurs lettons: ces mêmes régiments qui, deux années auparavant, avaient juré à la Patrie de lui rendre sa liberté, venaient la lui ravir. Le cri d'alarme du Gouvernement letton resta sans écho. S'il avait été écouté, les flots de sang qui furent versés par la suite eussent été épargnés et la Lettonie eût reconquis la liberté de tout son territoire. D'autre part l'Allemagne, qui ne vendait rien aux Lettons pour ne pas soutenir leurs armés, approvisionnait les Bolchéviks, leur abandonnant des dépôts pleins de vêtements, d'armes et de munitions, des automobiles et des trains blindés.

L'Etat-major des forces allemandes motiva ses agissements, tantôt par l'effondrement de son armée, tantôt par l'attitude « hostile » du Gouvernement provisoire letton envers la minorité allemande, — faisant allusion à l'abolition des privilèges de la noblesse allemande, défendus par le mandataire des social-démocrates allemands, A. Winnig. En définitive, les Allemands exigèrent, pour l'aide qu'ils avaient prêtée, que des droits fussent accordés aux soldats allemands sur la terre lettonne, ce que le Cabinet des Ministres refusa catégoriquement le 22 décembre. A la fin de décembre, toute la Vidzeme se trouvait déjà entre les mains des Bolchéviks, car la compagnie de Cesis n'avait pu, à elle seule, s'opposer efficacement aux forces de l'ennemi, très supérieures en nombre. Il semblait que les Alliés participeraient à la défense de Riga contre les Bolchéviks, comme l'avait déclaré, le 30 novembre, le représentant anglais; mais cette déclaration était déjà dénoncée le 1er janvier, la France et les Etats-Unis ayant montré leur désir de reconstituer l'ancienne Russie tsariste sous ses frontières d'autrefois. Par là-même le sort de Riga était arrêté. Comment aurait-on pu continuer à défendre Riga, comment aurait-on pu songer encore à la lutte pour une Lettonie indépendante, lorsque la majorité du Conseil national, les social-démocrates, annonçaient, après une séance de leur Comité central, qu'ils retiraient leurs membres du Conseil parce que « les événements des derniers jours et la situation créée par eux montraient que la lutte avec le communisme bolchéviste prenait une tournure inhumaine et indigne d'une démocratie, et que le Gouvernement provisoire comme le

Conseil national étaient absolument incapables d'éviter la guerre civile qui se préparait». Cette déclaration fut faite après la résistance héroïque opposée aux envahisseurs par les forces armées organisées par le Gouvernement provisoire, aussi bien près de Cesis qu'à Riga même.

On voit donc que le premier Parlement letton prouva par lui-même que le soin de décider du sort de l'Etat ne «peut être confié à une institution dont certains membres sont hostiles à l'Etat lui-même». Aux social-démocrates se joignirent encore quelques représentants de la bourgeoisie qui estimaient que la lutte contre les Bolchéviks ne pouvant être couronnée de succès, il était plus profitable de passer dans leurs rangs. Il va de soi que le Gouvernement provisoire repoussa cette proposition. Mais tout ceci entrava gravement l'activité du Gouvernement à une époque déjà fort critique.

C'est dans ces conditions que devait travailler le premier Conseil des ministres, dont Karlis Ulmanis était l'âme et le coeur, et ce n'est que grâce à son sang-froid et à son courage qui pas un instant ne l'abandonnèrent que le Gouvernement provisoire put continuer son oeuvre de libération de la Lettonie. Le soir du 1^{er} janvier, les Bolchéviks se trouvant aux portes de Riga — et ayant en réalité pénétré secrètement dans les murs de la capitale — l'ultime séance du Conseil des Ministres se tint à Riga, séance au cours de laquelle fut décidée l'évacuation de Riga qu'il n'était plus possible de défendre, après la défection des Allemands et des Alliés. La Zemgale et une partie de la Kurzeme tombèrent encore aux mains des

Bolchéviks, et le front fut porté jusqu'à la Venta, et même, par endroits, au-delà de cette rivière.

A Liepaja, la situation du nouveau Gouvernement n'était pas meilleure. Les Allemands, de même qu'à Riga, ne permettaient pas au Gouvernement letton de se charger de l'administration et faisaient obstacle à la mobilisation et à l'armement des troupes. Sachant qu'en cette passe difficile seuls les Alliés et les voisins Lithuaniens et Estoniens pouvaient être de quelque secours, Karlis Ulmanis partit le 11 janvier 1919 pour Copenhague, dans le but d'entrer en relations directes avec l'Europe occidentale, que l'on ne pouvait atteindre ni de Riga, ni de Liepaja sans passer par l'intermédiaire des Allemands. Des pourparlers furent engagés avec le Ministre anglais au Danemark, M. Kilmarnok, qui fit obtenir du matériel de guerre à l'armée lettonne de Liepaja. Copenhague était aussi le centre de répartition des vivres envoyés par les Américains pour l'Europe orientale, et Ulmanis fit également appel à cette organisation. Mais la tâche la plus importante du Premier Ministre était de démentir les fausses nouvelles répandues dans les Etats scandinaves par la noblesse allemande des Pays baltés sur les aspirations de la Lettonie à la liberté, représentées comme un mouvement communiste. A Copenhague, Ulmanis se mit d'accord avec les Estoniens qui, aidés des Finlandais, entreprirent au nord de la Lettonie une lutte énergique contre les Bolchéviks. De Copenhague, le Premier Ministre se rendit, via Stockholm, à Helsinki et à Tallin où un traité d'assistance militaire fut conclu avec le Gouvernement provisoire estonien. L'armée estonienne ayant

chassé l'ennemi de son territoire continua à le poursuivre en Lettonie, mobilisant à cette fin les Lettons et équipant les formations lettonnes, — le règlement de ces fournitures devant être effectué plus tard. D'Estonie, Karlis Ulmanis retourna le 7 février à Stockholm, où il eut des entretiens avec le Premier Ministre lithuanien, Slezevičius, au sujet des relations économiques lithuano-lettonnes et de la lutte contre le bolchévisme. Mais la lutte la plus âpre dut être menée contre les représentants de la noblesse allemande des Pays Baltes, et surtout contre l'ancien maréchal de la Diète de Vidzeme, V. Stryck, qui s'efforçait d'aboutir à une transformation de l'Etat letton favorable pour la noblesse. Tandis que le Premier Ministre se trouvait à Stockholm, l'organisation de la noblesse des Pays Baltes essaya de préparer à Liepaja un coup de force militaire et de créer un gouvernement allemand, mais ses projets furent découverts le 18 février et cette nouvelle tentative des nobles allemands contre la Lettonie et les Lettons fut encore déjouée. De Stockholm, le Premier Ministre se rendit à Kaunas où le Gouvernement lithuanien approuva les décisions prises au cours des pourparlers de Stockholm. Lorsque furent réglées les affaires les plus urgentes en matière d'approvisionnement et de collaboration extérieure, Karlis Ulmanis revint, le 1er mars, à Liepaja.

La situation intérieure ne s'était pas encore éclaircie. Les Allemands continuaient, même après l'échec de V. Stryck, de commander à Liepaja, et à côté d'eux s'était créé, le 19 janvier, le «gouvernement» du Conseil municipal de Liepaja, lequel contrecarrait

en mainte circonstance l'activité du Gouvernement provisoire. Dans tout le reste de la Lettonie, les Bolchéviks étaient les maîtres et les nouvelles sur leurs menées terroristes, que des transfuges apportaient souvent à Liepaja, faisaient souhaiter une libération rapide de ces régions. Les excès des Bolchéviks eurent d'ailleurs une influence heureuse sur beaucoup d'hésitants, qui devinrent partisans d'une Lettonie indépendante et se mirent à favoriser le Gouvernement provisoire. Mais l'événement le plus marquant était l'avance réalisée, dès le 24 janvier, par l'armée lettonne qui avait franchi la Venta et libéré Kuldiga et Ventspils. Les combats suivants causèrent aux Lettons de lourdes pertes. Le 6 mars, dans une rencontre de hasard entre Lettons et Allemands poursuivant les Bolchéviks, le commandant en chef de l'armée lettonne, le Colonel Kalpaks, fut tué. Son remplaçant, le Colonel J. Balodis, continua cependant avec succès l'avance des troupes lettonnes et le 26 mars les Lettons étaient déjà à Sloka.

La campagne était par endroits infestée de déserteurs et de bandits. C'est ce qui amena le Premier Ministre à signer, le 20 mars 1919, un décret prescrivant la formation, dans chaque commune, d'une section de gardes civiques (aizsargi), chargée de constituer une base de sûreté et de légalité et de maintenir en général la paix et l'ordre dans le pays. Dans la garde civique entrèrent tous ceux qui, trop jeunes ou trop vieux pour aller au front, désiraient cependant participer à la défense de l'Etat.

Les succès des Lettons dans la libération du pays et dans l'organisation de l'Etat inquiétaient cependant

les Allemands qui avaient, à un moment donné, aidé à libérer la Courlande. La Lettonie menaçait de devenir trop forte pour qu'ils pussent en venir à bout plus tard. Et, l'armée lettonne se trouvant éloignée de Liepaja, le moment était favorable pour accaparer le pouvoir par la force. Le commandement suprême de l'armée, se trouvant aux mains des Allemands, rejeta la demande du Gouvernement provisoire de continuer la marche libératrice de la Zemgale et de Riga. L'armée demeura stationnaire devant les portes de Riga et derrière Jelgava. Le commandant en chef de l'armée allemande, v. d. Goltz, promit de libérer Riga seulement après l'acceptation de ses conditions, qui étaient la reconnaissance de la prise de Riga comme le fait des Allemands seuls. C'était évidemment un camouflage destiné à la préparation d'un nouveau complot. Les unités de l'armée allemande commencèrent à revenir du front de Liepaja et à provoquer des désordres, contre lesquels le Premier Ministre remit à v. d. Goltz une protestation qui resta sans réponse. Un jour plus tard, les Allemands coupèrent à Liepaja toutes communications téléphoniques et le surlendemain, le 16 avril, interrompaient aussi les communications avec le front et attaquaient les institutions gouvernementales de Lettonie, pour arrêter les membres du Gouvernement provisoire et les fonctionnaires. Ayant appris ce qui se passait, le Premier Ministre, accompagné du Ministre de l'Intérieur et de quelques officiers du Ministère de la Guerre, se rendit auprès du Général v. d. Goltz. Cette rencontre est rapportée de la façon suivante par le Colonel Ramats :

«Le Premier Ministre s'adresse le premier au Général v. d. Goltz, lui demandant: «Votre Excellence sait-elle ce qui se passe en ce moment même au port militaire, où une attaque est dirigée contre notre Etat-major et nos soldats, parmi lesquels il y a déjà des victimes?». V. d. Goltz semble être très surpris et après un instant de réflexion répond qu'il ne sait rien, et qu'il peut seulement dire que les Westphaliens ont le sang chaud: peut-être ont-ils entrepris une attaque pour venger deux soldats qui avaient été enlevés. A quoi notre aide de camp du port militaire, qui était présent, riposta que ce n'était pas vrai et qu'il pouvait, en sa qualité d'aide de camp, affirmer d'une manière catégorique qu'il n'avait été touché à aucun soldat allemand. V. d. Goltz se leva alors et d'une voix altérée par la colère protesta contre l'audace du jeune officier qui osait contredire ouvertement ce qu'il pouvait presque garantir comme certain, car ses informateurs se trompaient bien rarement.

Le Premier Ministre reprit alors la parole, disant posément qu'il fallait prendre une décision à propos de ces événements. Le Comte se rassit et envoya son aide de camp s'informer si l'on n'avait pas reçu de nouvelles concernant ces événements. Ce dernier sortit et revint bientôt, déclarant qu'aucune nouvelle n'était parvenue.

Le Premier Ministre demanda ensuite au Général v. d. Goltz pourquoi les communications téléphoniques avec le port militaire, les commandements militaires lettons des environs et le front avaient été interrompues, privant le Gouvernement de nouvelles

du front. V. d. Goltz jeta un regard interrogateur sur son chef d'Etat-major, et ce dernier répondit que cette interruption n'était pas intentionnelle et que probablement quelque dérangement s'était produit. Le Premier Ministre montra alors un rapport du chef des unités en formation, rapport d'après lequel le bureau téléphonique central, interrogé à ce sujet, avait répondu que tel était l'ordre du pouvoir suprême.

Les Allemands se regardèrent et v. d. Goltz, après avoir réfléchi, répondit: «Vos soupçons, Monsieur le Président du Conseil, sur le rôle de la politique en cette affaire, sont déplacés, Je n'admets qu'une éventualité: si les communications sont interrompues, c'est pour quelque raison technique. Je donnerai l'ordre d'envoyer des spécialistes pour réparer les lignes.» Comme on le vit par la suite, la «réparation» resta sans effet.

Pour détourner l'entretien de ce sujet désagréable, v. d. Goltz passa à la question de la sécurité intérieure. Le chef d'Etat-major de v. d. Goltz déclara à ce sujet savoir que les ouvriers lettons fomentaient un soulèvement contre les Allemands, et que le Gouvernement provisoire ne réagissait pas et simulait l'ignorance de ce fait. V. d. Goltz souligna qu'il prendrait toutes mesures utiles en vue d'éviter les possibilités d'un soulèvement.

Dans sa réponse, le Premier Ministre fit comprendre qu'il avait connaissance de ces faits, mais que «le soulèvement attendu ne proviendrait pas des ouvriers lettons, mais d'un autre côté et serait dirigé contre quelqu'un d'autre.»

Dans la suite de l'entretien, le chef d'Etat-major dit que tout le possible serait fait pour éviter des surprises du côté des Lettons, qui s'armaient et devenaient forts. Les propos deviennent de plus en plus acerbes. Finalement v. d. Goltz, s'adressant au Premier Ministre, dit avec insistance: «Je vous rappelle seulement un nom, — Goldfeldt; je ne dirai rien de plus.»

Alors le Premier Ministre: «Votre Excellence pense-t-elle que pendant que nous discutons ici, les soldats allemands commettent des crimes au port militaire et qu'il y aurait des mesures à prendre pour éviter une inutile effusion de sang?».

On décida d'envoyer deux représentants de l'Etat-major allemand et deux officiers lettons pour enquêter sur place. L'enquête ne donna, comme c'était à prévoir, aucun résultat, les Allemands se refusant à donner une explication quelconque sur les événements et ne faisant rien pour arrêter les coupables. On réussit seulement à obtenir la libération des soldats lettons qui avaient été emprisonnés.»

Après ces pourparlers, lorsque la garnison allemande de Liepaja tout entière fut envoyée pour arrêter les membres du Gouvernement, le Premier Ministre trouva un refuge au siège de la Délégation anglaise. Les Allemands reconnaissent eux-mêmes qu'ils avaient ainsi perdu la possibilité de vaincre, «dans ce fait que le Président du Conseil letton, Karlis Ulmanis, avait réussi à se sauver». Ayant désarmé les petites vedettes des unités lettones, volé le papier-monnaie letton qui venait d'être imprimé et tout ce qui avait une valeur quelconque,

les Allemands pensaient devenir les maîtres de la situation. Mais cette fois encore ils ne réussirent pas entièrement, n'ayant pu arrêter que deux ministres. Ils se heurtèrent à la résistance de deux compagnies lettonnes qui avaient pu quitter la ville et leur causèrent de lourdes pertes.

Dès lors, le Premier Ministre Karlis Ulmanis dirigea les affaires de l'Etat du siège de la Délégation militaire anglaise que les Allemands n'osèrent pas forcer, craignant les canons des bâtiments anglais. Les Allemands, ayant improvisé un nouveau gouvernement, camouflé par la participation de quelques traîtres lettons, mirent à sa tête le pasteur Niedra. La libération de Riga du joug bolchéviste était donc désormais subordonnée à l'acceptation des propositions des factieux. Mais, bien que les habitants de Riga dussent vivre des journées terribles, le Gouvernement provisoire ne se laissa entraîner dans aucun compromis, d'autant plus que l'armée du Nord, nouvellement organisée et soutenue par les Estoniens, commençait à libérer la Vidzeme et s'approchait de Riga par le nord. Le gouvernement de Niedra n'existait qu'en nom et ne prit aucune décision; partout c'était v. d. Goltz seul qui agissait selon son bon plaisir. Après le 1er mai le Gouvernement provisoire se transporta sur le vapeur «Saratov» dans la rade extérieure de Liepaja et continua, sous la protection des navires de guerre anglais, son travail qui consistait essentiellement dans l'expédition des affaires extérieures et le maintien du contact avec les Etats voisins, notamment avec l'Estonie.

Dans tous les Etats, sauf l'Allemagne, le Gouver-

nement provisoire possédait des représentants. De même toutes les administrations et l'armée lettonne du Sud continuaient à recevoir et à exécuter uniquement les ordres du Gouvernement provisoire. Les Allemands n'osèrent pas encore attaquer celui-ci et l'astreindre par la force à l'obéissance, car les forces armées lettonnes étaient déjà devenues puissantes, et surtout dans la crainte d'éveiller les soupçons des Alliés sur leurs véritables desseins. Mais quand ils estimèrent avoir en main le pouvoir auquel ils tenaient tant, ils reprirent l'attaque de Riga, à laquelle participèrent également les unités lettonnes qui soutinrent les luttes les plus dures. Le 22 mai Riga était libéré des Bolchéviks, mais passa aux mains des Allemands qui s'y conduisirent comme les Bolchéviks. De Riga, au lieu de poursuivre les régiments bolchévistes en fuite, pour libérer la Latgale, ils se dirigèrent vers Cesis, contre l'armée du Nord et les régiments estoniens. Ils se rencontrèrent le 3 juin avec les troupes lettonnes. Après de vains pourparlers, les Allemands entreprirent, le 19 juin, l'attaque des forces lettonnes et estoniennes, à Cesis et à Rauna. Après quelques succès, ils furent complètement battus les 22 et 23 juin. Sur la demande des Alliés, les troupes allemandes quittèrent Liepaja pour les petites villes avoisinantes et le Gouvernement provisoire put reprendre, le 27 juin, son activité en terre lettonne.

Les journées les plus difficiles étaient passées. Quelques jours plus tard, le 2 juillet, sur l'ordre du commandant en chef de l'armée du Sud, le Colonel Balodis, les troupes de l'armée du Sud se chargèrent,

jusqu'au retour du Gouvernement, de l'administration de Riga; l'armée du Nord, avec le Colonel Zemintans, arriva à Riga le 6 juillet et le Gouvernement provisoire le 8, à bord du «Saratov». Après six mois d'épreuves, le Premier Ministre pouvait, grâce à ses efforts continus et à sa foi inébranlable, rentrer à Riga.

Mais les difficultés n'étaient pas encore toutes surmontées. Les Alliés commencèrent à s'immiscer dans les affaires intérieures de la Lettonie, et il fallut prendre leurs désirs en considération, étant donné l'aide qu'ils venaient de prêter et celle que l'on attendait encore d'eux. Suivant les dispositions de l'armistice du 3 juillet, il fallait permettre aux Allemands de se retirer de Zemgale sans les inquiéter. En dictant ces dispositions, certaines des puissances alliées songeaient encore à la restauration de l'ancienne Russie, sinon avec ses anciennes frontières, du moins sous un régime qui leur fût favorable, et ils espéraient y aboutir par une intervention extérieure. Les restes de l'armée allemande pouvait également servir à ces fins.

Toute la Lettonie, excepté la Latgale, se trouvait maintenant à la disposition du Gouvernement. Mais, avant de pouvoir commencer la libération de cette dernière, il était nécessaire d'organiser les institutions administratives, le ravitaillement de la population et d'assurer la sécurité intérieure, car les forêts étaient encore infestées de déserteurs des anciennes armées qui terrorisaient la population. Pour l'affermissement de la sécurité intérieure, l'organisation de la garde civique, qui se développait

depuis la première année de son existence, rendit d'immenses services à l'Etat. L'armée fut également complétée et renforcée, afin que la Lettonie pût être libérée au plus tôt.

Le Général v. d. Goltz donna officiellement sa démission, cédant la place à l'aventurier Bermondht qui, sous le nom d'Avalov, continua à couvrir les préparatifs d'une nouvelle expansion allemande dirigée effectivement par v. d. Goltz. Dès lors, à partir du 5 septembre, Karlis Ulmanis se chargea également des fonctions de Ministre de la Guerre. En même temps, les travaux législatifs se poursuivaient, la loi sur la Constituante était adoptée: la Constituante devait être élue après la libération complète de la Lettonie. Les travaux préparatoires à la fondation d'une Université lettonne étaient déjà terminés, de sorte que celle-ci fut ouverte le 23 septembre. Ainsi prenait corps l'ancien rêve de Karlis Ulmanis, de donner aux Lettons une école supérieure, et beaucoup plus grandement qu'il n'avait osé l'espérer car, à côté de la Faculté d'Agriculture, dix autres Facultés trouvaient leur place.

Le 3 octobre commença, sur le front bolchéviste, la dernière campagne de libération, dirigée par le Colonel Balodis. Avançant rapidement le long de la Daugava, les troupes lettonnes occupèrent l'une après l'autre les places importantes et s'approchèrent de Daugavpils. L'offensive fut malheureusement arrêtée, car l'oeuvre d'organisation et de libération du Pays fut soudain troublée par une dernière attaque traîtresse des troupes d'Avalov-Bermondht, qui commença le 8 octobre entre Jelgava et Riga.

Cette attaque, dressa contre elle le peuple entier et souleva un enthousiasme et un héroïsme tels qu'on n'en avait encore jamais vu. Bien que les Allemands fussent parvenus jusqu'à la Daugava, ils ne purent la franchir. Pendant ces terribles journées, le Conseil national et le Gouvernement provisoire siégèrent à Cesis, mais le Premier Ministre resta à Riga et annonça aux Alliés que la Nation lettonne et son Gouvernement défendraient leur indépendance jusqu'à leur dernière goutte de sang. Ce n'était pas là de vaines paroles et le Président du Conseil, qui était aussi Ministre de la Guerre, le montra par la suite en inspectant constamment ses troupes dans les tranchées, sur le bord de la Daugava, sans prendre garde aux rafales d'obus qui s'abattaient par instants. C'est en se rendant ainsi sur les quais de la Daugava que Karlis Ulmanis fut blessé à la jambe par un éclat d'obus, dans une rue de la vieille ville.

Ceci n'empêcha pas la résistance de continuer avec une vigueur encore accrue. Les Alliés se mirent du côté du Gouvernement provisoire et l'aidèrent à combattre les envahisseurs. Le 15 octobre, les canons des navires de guerre alliés entrèrent en action pour la première fois, sous la direction du Commandant français Brisson, et Daugavgrīva retomba aux mains des Lettons. C'est là que se prépara l'attaque qui, commencée le 3 novembre, devait réussir à chasser l'ennemi. Quelques journées passèrent encore et, le 11 novembre, l'autre rive de la Daugava était libérée des ennemis qui reculaient en hâte vers Jelgava. Le 12 novembre, le Premier Ministre pouvait faire au Conseil national le rapport suivant:

«Nous ne pouvons que constater l'étendue de nos succès et de nos réalisations, et nous nous voyons unis dans un sentiment de gratitude envers nos soldats. Ceux-ci ont été guidés vers la victoire par la conviction qu'ils avaient à lutter pour une cause juste et sacrée. C'est là que résidait la différence entre nos troupes et les troupes ennemies, formées de mercenaires ne songeant qu'à leur solde et au butin qu'ils pourraient amasser. De notre côté, il y avait la conviction et la foi dans nos propres forces, l'amour de la Patrie, la ferme résolution de sacrifier tout, même sa vie, pour l'avenir et la prospérité de la Patrie. Il y avait encore cette différence que notre commandement en chef était à la hauteur de sa tâche et qu'entre notre armée et ses chefs régnaient l'accord et l'intelligence les plus complets; nous étions sûrs, dès le début de la lutte, que le résultat en serait tel qu'il a été. Notre armée ne s'est pas arrêtée, elle continue d'avancer. Il n'est pas d'arrêt possible, il n'est pas de recul possible. Il n'est pas question et il ne peut être question de traités ou de compromis quelconques, aussi longtemps que l'ennemi ne sera pas là où il doit être, aussi longtemps qu'il n'aura pas quitté notre sol, aussi longtemps que nous n'aurons pas l'absolue garantie de voir s'accomplir nos désirs les plus chers, que nos droits ne seront pas assurés et que personne ne songera plus à venir chez nous pour nous les ravir. Si je puis parler ainsi, c'est que notre Etat letton, notre pays letton se sentent forts et vigoureux. Nous avons une armée, une armée forte et endurante qui a fait ses preuves dès sa naissance, car les combats

de toutes ces dernières semaines pour la libération de la Lettonie ont montré à notre peuple, à notre pays, au monde entier, à nos amis et à nos ennemis, ce que nous pouvons, ce dont nous sommes capables, et c'est un point acquis aussi important, aussi capital que toute bataille gagnée. Tous les habitants de la Lettonie se tenaient dans cette lutte derrière notre armée. J'ai eu déjà l'occasion de signaler avec quel enthousiasme notre peuple a répondu à nos appels. Nous l'avons vu encore la semaine dernière quand, l'armée souffrant du froid subitement apparu, les chefs de l'armée s'adressèrent à la population en l'invitant à donner ce qu'elle pouvait. La preuve fut alors acquise que tous le pays sait ce que signifie cette lutte, comprend la cause pour laquelle l'armée verse son sang, pour laquelle elle est prête à donner sa vie.

Souvenons-nous éternellement de tous ceux qui ne sont plus parmi nous. Que leur mémoire reste toujours présente dans nos coeurs! Et non seulement leur souvenir, mais aussi leur esprit, celui qui les entraîna au combat, qui leur donna la force de résister, — afin que nous puissions nous aussi résister et mener notre lutte jusqu'au bout, jusqu'à la victoire définitive. Si nous restons unis et unanimes, il n'y a pas le moindre doute, je le dis avec toute ma conviction, que cette lutte ne nous mène à la victoire, que nous ne réussissions à réaliser l'idéal pour lequel nous avons lutté et combattu depuis le début!»

Lorsque les Allemands, battus à Riga comme à Liepaja, se furent enfuis en désordre, la Commission

des Alliés intervint, voulant une fois de plus régler l'évacuation des Allemands par «voie pacifique». Le Gouvernement provisoire repoussa catégoriquement ces propositions à forme d'ultimatum, se rappelant les résultats de l'intervention antérieure des représentants des Alliés dans des circonstances semblables. Le 21 novembre, les troupes lettonnes entrèrent à Jelgava. La ville avait été mise à sac et dévastée: tous les objets de quelque valeur avaient été volés, les édifices les plus importants, y compris les écoles et le château, brûlés. Le 28 novembre, la Zemgale et la Courlande étaient entièrement débarrassées des Allemands.

C'est alors seulement que toutes les forces purent être tournées contre les Bolchéviks, pour libérer la Latgale qui souffrait depuis deux ans déjà sous leur joug pesant. La libération de la Latgale ne fut pas, elle non plus, aussi facile à réaliser qu'elle l'eût été six mois plus tôt, immédiatement après la libération de la Vidzeme, car entre temps la Russie bolchéviste avait abattu ses plus forts ennemis — Koltchak, Denikine et Youdenitch. En outre l'Estonie avait conclu avec elle, le 31 décembre, un armistice. En Lettonie même, les social-démocrates mirent obstacle au désir du Gouvernement de commencer une offensive immédiate, en organisant des grèves de cheminots au moment où, après la victoire sur Bermondts, il fallait transporter les troupes de Vidzeme en Latgale. Conjuguant ses efforts à ceux de la Pologne, qui elle aussi combattait les Bolchéviks dans cette région, notre armée commença le 3 janvier 1920 l'offensive qui devait libérer la Latgale de la domi-

nation étrangère. Et à la fin de janvier la Latgale tout entière était libre. Le 1er février, fut signé un armistice, qui à vrai dire ne fut pas observé, car les Bolchéviks continuèrent leurs attaques, mais sans résultat. C'est ce qui les engagea à commencer le 16 avril des pourparlers de paix, qui aboutirent le 11 août 1920. Le 15 juillet, la paix avait été conclue avec l'Allemagne.

A la fin du mois de janvier 1920, la Latgale tout entière étant libérée et les luttes de la libération étant ainsi terminées, on put procéder aux élections à la Constituante, laquelle devait fixer le régime politique de la Lettonie. La Constituante fut élue les 17 et 18 avril 1920 et sa convocation fixée au 1er mai. Le jour de son ouverture prirent fin l'activité du Conseil national letton, celle du Gouvernement provisoire et celle de son Premier Ministre Karlis Ulmanis qui, à l'Assemblée de la Constituante, prononça ces paroles :

«Le moment est venu où le Gouvernement provisoire peut remettre entre les mains de la Constituante les pouvoirs qu'il a reçus du Conseil national. Cette période fut remplie de difficultés et d'horreur. Tâchons maintenant d'oublier le temps de la terreur qui a sévi en Lettonie, tournons la page et laissons à l'Histoire le soin d'apprécier cette période. Toutes les oeuvres pâlisent et se rapetissent devant celle des héros qui ont donné leur vie pour la naissance de la Lettonie et dont les ossements sont maintenant couverts par les sables de Tireļis, bercés dans leur éternel repos par le chant funèbre de la Daugava

sur les bords de l'Île de la Mort, ou couverts par les longues rangées de croix blanches du Cimetière militaire. N'oublions pas le chemin qui mène à leurs tombes; ce sont nos saints et nous leur devons une gratitude éternelle. Mais tout en les pleurant, puisons dans leur force et dans leur esprit le courage et l'énergie de rester dignes d'eux toujours. La puissance de leur exemple, nous en avons la preuve dans notre armée héroïque qui, par un effort surhumain, a montré à tous ceux qui de l'extérieur menaçaient notre Pays que les Lettons sont décidés à diriger eux-mêmes leurs destinées et ne permettront plus aux autres de venir les troubler.»

Sur les ruines.

La liberté, espérée si longtemps et payée de tant de sacrifices était enfin acquise. Il pouvait alors sembler que rien ne viendrait plus rompre l'union ni paralyser la marche vers la prospérité. Le 1er mai s'était réunie la Constituante, qui devait établir la législation et déterminer les devoirs et les droits du citoyen. Le Gouvernement provisoire, ayant terminé son oeuvre, pouvait être remplacé par un gouvernement dont les devoirs et les droits étaient fixés par la Constitution.

La formation du premier ministère, conformément à la nouvelle loi adoptée le 1er juin, fut confiée à celui qui avait su mener la Lettonie à l'indépendance, à Karlis Ulmanis, et le 16 juin celui-ci, en qualité de chef du premier Gouvernement, faisait sa déclaration ministérielle, traçant les tâches dont la

réalisation donnerait satisfaction à toutes les espérances du peuple :

«Je veux souligner les points essentiels sur lesquels se porteront nos efforts : consolidation et renforcement de l'Etat vis-à-vis de l'étranger, développement et enrichissement de la vie intérieure de l'Etat, en favorisant l'élargissement de la culture du peuple, organisation du travail économique de notre pays sur des bases plus larges et plus sûres, amélioration et garantie de la situation des travailleurs manuels et intellectuels, maintien énergique de la légalité, de la justice et de l'intégrité...

Pour la question de l'agriculture : réalisation urgente de la réforme agraire, élaboration d'un projet de loi agraire, application sans délai de cette loi, création d'un «fonds des terres», cession immédiate de terres aux «sans-terre»...

Comprenant que la solution de la question ouvrière ne peut être différée et qu'elle favorisera l'établissement d'une situation normale pour la reprise de la vie économique, le Gouvernement en a confié le soin au Ministère du Travail. Pour faciliter l'amélioration de la situation des ouvriers, le Ministère du Travail s'occupera de la législation sociale, et en premier lieu des lois sur les chambres de conciliation, les comités de tarifs et les tribunaux d'arbitrage.

Le peuple souverain de Lettonie déclare par l'intermédiaire de ses représentants à cette haute Assemblée que la Lettonie est un Etat libre et indépendant. Nous avons devant nous une tâche ardue, grosse de responsabilités, l'organisation et

l'affermissement de l'Etat. Je déclare, en mon nom personnel comme au nom du Gouvernement, que nous n'épargnerons aucun effort pour mener à bien cette oeuvre; mais étant donné les circonstances actuelles et la difficulté énorme de cette tâche, je dois ajouter que le Gouvernement ne pourra l'accomplir que dans la mesure de la collaboration et du soutien qu'il trouvera dans le peuple et chez les citoyens. Mon voeu est qu'à l'avenir nous ayons une même pensée, celle de la prospérité de la Lettonie. Je tiens à souligner que nous sommes arrivés jusqu'ici par nos seules forces et je voudrais qu'à l'avenir la première place fût réservée à notre force et à notre vigueur. Ceci, le Gouvernement ne l'oubliera pas. Je veux encore souligner que le Gouvernement s'attend à trouver dans son travail futur un soutien bienveillant au sein de cette haute Assemblée... Si nous nous mettons au travail dans ces conditions, il est certain que ce travail sera fécond et portera des fruits pour le bien de notre pays natal, notre Patrie, la Lettonie.»

Mais, la paix une fois établie sur les frontières et à l'intérieur du pays, il apparut qu'aucune unanimité n'existait plus quant au développement de la vie de l'Etat.

Devant la carence de l'Assemblée, le Président du Conseil fit, une fois de plus, preuve d'une grande énergie. Méprisant toute fatigue, il se rend en province chaque fois qu'il peut se libérer, parle dans des réunions où le peuple vient nombreux, attiré par la renommée de cet homme qui a créé l'Etat. Tant qu'avait duré la guerre de l'indépendance, il n'avait pu s'adresser au

peuple autrement que par des appels publiés dans les journaux ou des proclamations. Il pouvait maintenant, de vive voix, rendre compte à tous ceux qui l'avaient soutenu de ce qu'il avait fait pour le bien de l'Etat et du peuple. Partout Karlis Ulmanis était accueilli avec enthousiasme, même dans les régions où il n'était pas allé avant la fondation de la Lettonie. Le peuple n'accorde sa confiance qu'à de rares élus, mais, cette confiance, le premier Président du Conseil l'avait entièrement conquise dès 1920.

Parallèlement à la direction des affaires courantes de l'Etat, Karlis Ulmanis devait songer à la solution de problèmes nombreux et ardues. Dès le début de son ministère, tous les droits et les privilèges des diverses castes, — et surtout ceux de la noblesse allemande, furent abolis. La restitution au peuple de la terre qui en bonne justice lui appartenait fut le premier souci du Président.

Mais cette réforme agraire était une question particulièrement épineuse, et il fallait de plus obtenir l'agrément de la Constituante. Plus de 3.300 propriétés, — anciennes terres domaniales et biens enlevés à la noblesse, — représentant une superficie d'environ 3.000.000 d'hectares, constituèrent le «Fonds des terres de l'Etat». Les forêts restèrent la propriété de l'Etat et les autres terres furent réparties entre plus de 50.000 nouveaux fermiers. La complète réalisation de cette réforme demanda plusieurs années de travail, mais c'est Karlis Ulmanis qui en jeta les premiers fondements dès qu'il en eut déclaré la nécessité. Cependant la grande majorité des nouveaux fermiers étaient des gens pauvres,

des soldats de la liberté revenus de la guerre les mains vides, d'anciens réfugiés rentrés dans leur Patrie ou des indigents qui tous étaient animés d'un grand désir de faire fructifier la terre, mais ne possédaient pour cela ni instruments, ni cheptel. Pour la reconstruction des 100.000 bâtiments détruits par la guerre, l'édification de nouvelles fermes et leur mise en valeur, le Gouvernement établit des lois et prêta de l'argent.

Les ouvriers eux non plus n'étaient pas oubliés. On déblaya les décombres et reconstruisit les usines qui, reprenant peu à peu leur activité, assurèrent l'existence de nombreux ouvriers. La vie reprenait à un rythme normal et il semblait que la Lettonie ne cesserait de grandir selon un plan strictement établi, de jour en jour, d'année en année.

Soucieux de ne pas laisser la vie intellectuelle en retard sur la vie économique, Le Président du Conseil, Karlis Ulmanis, prit l'initiative de la création du «Fonds de culture», le concevant comme un stimulant exceptionnel de la vie intellectuelle destiné à fournir aux Lettons, jusque dans les régions du pays les plus éloignées, des maisons populaires et des livres, et à favoriser de toute manière le développement de la vie intellectuelle.

Après une activité de deux ans et demi, l'Assemblée constituante montrait son impuissance. La faute en était à ses membres, dont la grande majorité poursuivait des buts autres que la prospérité de la Patrie. L'oeuvre d'éducation du peuple s'avérait donc inachevée.

Karlis Ulmanis ne se découragea pas et, déposant les rênes de l'Etat, entreprit de parfaire cette oeuvre. Il se chargea de la rédaction du «Zemes Speks» et de la «Brīvā Zeme» et continua l'éducation du peuple dans des réunions publiques, s'attachant à apprendre aux paysans, non plus tant à travailler, mais surtout à penser et à sentir. Certes la tâche qu'il entreprenait était lourde, mais ce n'était pas pour effrayer un homme qui avait conquis tous ses succès par un travail inlassable. Il enseigna la persévérance à ceux qui pensaient comme lui et leur inculqua la foi en l'avenir, avec cette conviction qui était la sienne lorsqu'il écrivait ses articles dans les premiers numéros du «Zemes Speks» :

«Attendre un hasard favorable, c'est espérer que les rayons argentés se transformeront en argent. Aucune oeuvre vraiment grande n'a jamais été réalisée par le hasard ou par la chance; on n'obtient rien sans travail et sans persévérance. Le travail est dur, son prix est élevé, mais il est le seul moyen de nous élever et d'élever notre Pays et notre Etat. Nous sommes au travail, nous resterons au travail, que le travail soit béni.»

Et ce culte du travail le servit. Quand la majorité des représentants du peuple se mit à maudire le travail, le peuple, qui lui avait le respect du travail, se souvint alors de Karlis Ulmanis et le rappela à la place qu'il avait quittée pour éviter de se trouver en contact avec les dissipateurs du patrimoine sacré du peuple et de la Patrie.

Années de divisions intestines.

Le premier Parlement letton fut convoqué en novembre 1922. C'était une époque où le parlementarisme florissait dans toute l'Europe, sauf chez le voisin oriental de la Lettonie, où régnait un seul parti.

Bien que Karlis Ulmanis fût membre du Parlement, son travail différait de celui de ses collègues en ce fait qu'il parlait rarement, dans des cas d'une exceptionnelle importance, quand la lutte avait atteint son paroxysme et qu'il s'agissait de questions de vie ou de mort. Bien que le nombre de ses adversaires crût en même temps que sa popularité, ceux-ci éprouvaient toujours un grand respect pour le créateur de l'Etat, et dans toutes les circonstances graves, ses paroles avaient toujours un grand poids.

Poursuivant sans relâche la tâche qu'il s'était tracée auprès des paysans, dont il s'efforçait d'améliorer à tous points de vue l'existence, Karlis Ulmanis atteignit l'année 1928, qui devait être pour lui grosse de soucis. Cette année, la dixième de l'Etat letton, fut marquée par des pluies torrentielles, des inondations et des gelées qui anéantirent les récoltes, plongeant dans la misère les paysans et tous les habitants du pays. Seule une énergie tenace pouvait venir à bout de la situation. Il fallait parer à la disette, à la campagne comme dans les villes, trouver des semences pour l'année suivante, et s'occuper de mille autres questions pour préserver d'une ruine complète la classe paysanne lettonne. Après de longues luttes au Parlement, Ulmanis réussit à obte-

nir, au début de l'année 1930, la fixation légale du prix de certains produits agricoles, afin que le paysan fût assuré d'un revenu ferme en cas de bonne récolte, et restât à l'abri de la chute des prix qui jusqu'alors n'avait pas manqué de se produire chaque fois que l'année était bonne. La fixation des prix favorisa la culture et la rendit moins aléatoire. De même, Karlis Ulmanis ne cessa de s'opposer à la saisie des fermes, lorsque les mauvaises années mettaient les paysans dans l'impossibilité d'effectuer à temps leurs paiements. Toutes ces mesures destinées à protéger la classe paysanne furent prises et défendues par l'Union des paysans lettons, organisation créée en 1917 en Lettonie septentrionale et qui était devenue avec le temps un parti populaire puissant, recrutant ses membres dans toute la Lettonie. Il était toujours dirigé et sans cesse renforcé par Karlis Ulmanis. «La sagesse que les paysans ont accumulée et qui n'a pas varié au cours des siècles est infiniment plus précieuse que la sagesse démocratique moderne qui change toutes les dix années».

Chaque jour on voit Ulmanis au bureau de l'Union paysanne où il donne des ordres, tire des plans pour mieux approcher le monde des paysans, pour stimuler leur activité. Des hommes envoyés par les communes viennent le trouver et lui exposent leurs besoins. A ses vieilles connaissances s'en ajoutent de nouvelles et c'est ainsi qu'Ulmanis connaît bientôt personnellement les hommes les plus influents de toutes les communes de la Lettonie. Et non seulement il les connaît, mais il s'intéresse à leurs affaires personnelles et à celles de leurs familles. On peut dire

sans exagération que les habitants de toutes les provinces lettonnes sont ainsi entrés dans sa prodigieuse mémoire. Il sait par coeur le nom de tous les membres des bureaux des diverses filiales de l'Union paysanne, et ne se trompe jamais.

Depuis 1931, date à laquelle la classe paysanne commença à être véritablement puissante, les congrès de l'Union paysanne n'ont cessé d'acquérir une signification de plus en plus grande. A partir de cette époque, le Président adressa ses discours et soumit ses projets non plus au Parlement, dont on ne pouvait plus attendre aucun travail sérieux et réfléchi, mais au peuple seul dans de grandes assemblées paysannes qui réunissaient des milliers de délégués des campagnes.

Cette politique de l'Union des paysans lettons ne visait pas à l'établissement de la domination d'une classe, contrairement à celle des autres partis. La classe paysanne, qui avait conscience d'être la source de tout ce qui avait été créé, se sentait aussi la mère des intellectuels et des ouvriers de l'industrie, et ne prétendait pas leur enlever la part qui leur revenait. Au plus fort de la crise, le 20 avril 1931, appelé par le Parlement qui au cours des dix dernières années n'avait cessé de combattre son activité, Karlis Ulmanis parlait ainsi aux paysans: «Les joies et les tristesses se succéderont dans notre vie, et le paysan les traversera toutes et subsistera. Il accomplira sa tâche et remplira son devoir. Le paysan n'oubliera pas que l'Etat ne peut prospérer que si le paysan lui-même prospère et il se donnera à son travail avec toute son énergie. Le paysan letton luttera non

seulement pour son bien-être, mais aussi pour le bien-être de l'Etat entier».

Grâce aux conceptions de son chef, l'Union des paysans avait cessé d'être un parti au sens étroit du mot pour devenir l'union de toutes les forces créatrices du pays.

La confiance du peuple fut attestée d'une manière éclatante au congrès des paysans lettons qui se tint à l'occasion du septième festival de chant, le 21 juin 1931, pour commémorer le cinquantième anniversaire des premières réunions paysannes. A ce congrès, auquel participèrent un nombre considérable de paysans, Karlis Ulmanis reçut des ovations telles qu'aucun homme politique letton n'en avait jamais connu.

Vers une époque nouvelle.

La grande réunion du 21 juin 1931, à laquelle participèrent des paysans de toutes les régions de la Lettonie, marqua le début de la participation effective des paysans aux affaires publiques. A dater de ce jour, ils menèrent une lutte active pour la conquête de la place qui leur était due. Inspirée par son chef, la classe paysanne entreprit l'oeuvre de renouvellement de la Lettonie, dans le cadre des idées émises par les libérateurs de la Lettonie au cours des luttes pour l'indépendance. A la tête de cette oeuvre se trouvait toujours Karlis Ulmanis.

Il fallait avant tout surmonter la crise économique qui ne cessait de croître et menaçait gravement la Lettonie. A cette époque, en 1932 et 1933, Ulmanis

écrivit un ouvrage en trois volumes, intitulé «Ce qu'il faut faire», dans lequel il examinait le développement de la vie économique de la Lettonie depuis ses débuts et donnait des indications utiles pour combattre la crise dans tous les domaines.

La première partie de ce livre traite du redressement de l'activité économique en général, la deuxième du rôle de l'agriculture et de l'industrie dans les exportations de la Lettonie, des conditions nouvelles du commerce et des moyens d'assainir le budget de l'Etat, et la troisième de l'économie de l'Etat et de l'aide éventuelle qu'il doit apporter au peuple pour lui rendre sa prospérité économique.

Parallèlement au redressement de l'économie nationale se poursuivait le développement de la vie sociale, en vue de rendre la société elle-même capable de maintenir la paix et l'ordre dans l'Etat et d'élever le rang de celui-ci dans le monde. Ces efforts tendant à l'union nationale étaient d'autant plus nécessaires que, par suite de la gravité de la situation économique et du désordre politique, plusieurs groupements s'étaient formés qui préparaient en Lettonie un soulèvement dans l'intention de modifier, les armes à la main, le régime de l'Etat. La classe paysanne était suffisamment forte pour assumer le rôle de sauveur de la Lettonie, sentant derrière elle tous les intellectuels conscients qui ne s'étaient pas laissé entraîner par des idées étrangères au bien du pays.

La méthode de l'Union des paysans lettons était l'opposé de celle que certains aventuriers voulaient employer pour conquérir le pouvoir. La majorité des partis bourgeois ayant choisi la voie parlemen-

taire et essayant, par l'intermédiaire même du Parlement, d'aboutir à la consolidation de l'Etat, à son développement et à la paix intérieure, le groupe parlementaire de l'Union des paysans lettons déposa le 24 octobre 1933 un projet de réforme de la constitution. Il espérait avoir l'appui d'une partie des représentants du peuple, qui semblaient eux-mêmes mécontents du régime actuel. Ce projet de réforme, assez modeste, ne contenait d'ailleurs rien qui n'ait été déjà discuté auparavant. Il prévoyait essentiellement la modification de celles des dispositions fondamentales qui n'avaient été adoptées qu'à une majorité de quelques voix et qui avaient depuis longtemps vieilli. Mais ces modifications de la constitution, bien qu'elles fussent acceptées en principe par tous les partis, séjournèrent d'abord assez longtemps dans les Commissions parlementaires où certains projets de lois attendaient depuis dix ans d'être votés. Les plus grands obstacles furent dressés contre le projet, parce qu'il réduisait et supprimait même certains des droits des membres du Parlement, ce qui ne pouvait certes rendre ces derniers favorables à la réforme. De plus, il prévoyait à la tête de l'Etat un Président élu par le peuple et ayant des pouvoirs beaucoup plus étendus que les présidents précédents, afin que ce Président pût vraiment représenter le peuple comme le père représente sa famille, pour qu'il eût le droit non seulement de délibérer, mais aussi d'agir, d'exécuter et de répondre. Dans son ensemble, le projet de réforme contenait une conception nouvelle, peu agréable encore à beaucoup de personnes, à savoir «que l'homme n'a pas le droit de vivre s'il ne vit que

pour lui-même; qu'il faut lutter non pas pour son propre bien-être, mais pour celui du peuple entier». C'est en ces termes que Karlis Ulmanis l'exposait à ses partisans le 26 octobre 1933, à propos de la remise du projet.

Karlis Ulmanis monta ensuite à la tribune du Parlement pour montrer l'opportunité des modifications proposées, en vue d'aboutir enfin au règne de la majorité du peuple par l'intermédiaire des meilleurs, au lieu de la dictature de petits groupements sur l'opinion publique. Et, quand il apprit que se préparait un soulèvement, dont le but était d'imposer au peuple un régime despotique, sa propre opinion traduisit l'opinion véritable du peuple: «Nous ne renoncerons pas à la voie que nous avons reconnue être juste. Notre décision et notre volonté sont inébranlables. Nous ne fléchirons pas, nous traverserons toutes les épreuves qui pourront se présenter jusqu'à ce que nous ayons atteint notre but. Plus grande sera la résistance, plus grandes deviendront nos exigences. Nous avons conscience de ce que nous avons commencé. Nous le faisons pour la sécurité et la prospérité du peuple et de l'Etat. Que celui qui pense de même se joigne à nous: nos forces conjuguées nous permettront de vaincre».

Cette déclaration fut adoptée unanimement par la Conférence de l'Union, qui se réunit le 10 février, extrêmement nombreuse, car on avait compris toute la gravité de la question à résoudre. L'Union des paysans était en effet devenue, au cours des seize années de son existence, un véritable parti d'Etat. Il était en même temps un grand parti bourgeois, et

surpassait en importance tous les autres partis réunis. On pouvait donc affirmer que «la réforme de la Constitution était exigée par le peuple et par l'opinion publique tout entière».

Mais, tandis que le peuple se montrait partisan de la réforme, à laquelle se ralliaient beaucoup d'anciens adversaires de l'Union des paysans, les membres du Parlement, qui étaient toujours à peu près les mêmes, s'y opposèrent. La majorité bourgeoise du Parlement, rejeta en deuxième lecture la réforme de la Constitution, le soir du 15 mai 1934.

Le 15 Mai.

Au printemps de l'année 1934, à la veille des nouvelles élections, l'atmosphère était empoisonnée par les querelles électorales. A côté des luttes idéologiques, des rencontres avaient lieu à chaque instant entre partisans d'opinions opposées, préparant le terrain à la guerre civile. Jamais le ciel de la Lettonie n'avait été aussi sombre. Aux difficultés de la situation politique venaient s'ajouter d'autres soucis: les finances de l'Etat étaient acculées à la faillite. Les réserves importantes accumulées au cours des années de prospérité avaient été employées à tort et à travers, pour satisfaire de menus groupes d'électeurs qui entendaient se faire payer leurs suffrages. Des sommes plus considérables encore avaient été englouties par les caisses des partis pour couvrir les dépenses des campagnes électorales, car les députés considéraient comme déshonorant de les couvrir de leurs propres deniers, et les partis, comptant quelques

centaines ou milliers de membres, n'avaient pas d'autres ressources que la caisse de l'Etat. Quand celle-ci fut vide, le dernier gouvernement de partis se démit et il ne se trouva plus personne qui voulût constituer un nouveau ministère.

Pour tenir la promesse qu'il avait faite au peuple à la Conférence de l'Union des paysans, concernant la création d'un Gouvernement d'union nationale, pour entreprendre l'élaboration d'une nouvelle constitution et pour protéger l'Etat contre les aventuriers, Karlis Ulmanis se chargea, le 18 mars 1934, dans des circonstances qui faisaient redouter une guerre civile, de la formation du ministère.

Comme aux jours terribles de Bermond, il fallait montrer du sang-froid et de l'énergie. Et de même que la volonté commune de chasser l'envahisseur avait uni le peuple tout entier, la volonté de triompher de l'effondrement intérieur unissait en une seule famille ceux-là même dont les suffrages avaient été opposés. Le Gouvernement n'avait qu'à suivre la voix du peuple et par des mesures énergiques mettre un terme aux troubles et donner à chacun la possibilité de reprendre son travail sans crainte pour le lendemain.

Le 15 mai, après la séance du Parlement, au cours de laquelle les parlementaires s'étaient montrés particulièrement odieux, et qui avait vu le rejet du projet de réforme de la constitution, un changement brusque se produisit, qui devait à l'avenir préserver le pays de semblables secousses. Le Président du Conseil, Karlis Ulmanis, convoqua chez lui, au Ministère des Affaires Etrangères, tard dans la soirée, le Ministre de la Guerre, le Général Janis Balodis, le Ministre de

l'Intérieur, Vilis Gulbis, Margers Skujenieks et Alfreds Berziņš, pour arrêter les mesures décisives qu'imposait la situation.

S'appuyant sur l'article 62 de la Constitution de la République lettonne, qui prévoit que «si l'Etat est menacé par l'ennemi extérieur ou si des troubles intérieurs ont éclaté ou menacent d'éclater dans l'Etat ou dans ses parties, mettant en danger le régime, le Conseil des Ministres a le droit de promulguer l'état d'exception», le Président du Conseil signa, le 15 Mai à 11 heures du soir, l'arrêté promulguant l'état de siège sur toute l'étendue du territoire. Et, pour parer à toute tentative désespérée de la part des factieux l'armée, qui toujours s'était montrée fidèle aux intérêts du pays, fut alertée immédiatement après la signature de l'arrêté. Des piquets de garde furent postés partout où cela fut jugé nécessaire. A l'aube du 16 mai, la garde de Riga était assurée, avant même que la ville ne se fût éveillée. Quelques instants plus tard, les rues de Riga retentissaient sous le pas des gardes civiques venus de toutes les régions de la Lettonie pour témoigner de leur fidélité au chef de la Nation.

Au cours de cette nuit historique, chacun, qu'il fût officier ou soldat, garde civique ou policier, remplit le devoir qui lui incombait avec une précision et un enthousiasme tels que les prescriptions du Gouvernement n'en avaient soulevé depuis longtemps. Tous ceux qui participèrent au mouvement se saluaient cette nuit-là comme dans une grande fête d'enthousiasme. Ils comprenaient en effet qu'ils entraient dans une ère de rénovation, qui verrait la fin de

l'incertitude, des troubles et de la haine et qui conduirait le peuple à la prospérité. L'alerte, donnée à dix heures du soir, avait en quelques heures fait le tour du pays.

«La nouvelle de la victoire a déjà parcouru toute la Lettonie. Elle a surpris les gardes civiques au moment où ils se préparaient à quitter leur ferme, avec leurs chevaux et leur charrue, pour se rendre dans les champs encore couverts de brume. Comprenant l'ordre, ils sont prêts en cinq minutes et, qui à pied, qui à cheval, ils accourent vers les points de rassemblement d'où des camions vont les transporter à Riga. Ils sont pâles d'émotion et d'enthousiasme à l'idée de pouvoir apporter enfin dans les rues de Riga, obscurcies d'une haleine trouble, l'ordre des champs.

Le Président voit déjà les premiers régiments défiler sur les boulevards, en rangs serrés, fusil sur l'épaule. C'est la Lettonie qui marche là, le visage bruni, fortement armée, et qui règne pour la première fois sur cette ville après tant de générations. Un régiment de gardes civiques passe en chantant dans la rue et disparaît dans le halo du soleil levant qui les salue. Le Président les suit du regard, sa poitrine se soulève puissamment: par la porte largement ouverte, les Lettons marchent vers la terre et vers les cieux de leur nation.»

C'est en ces termes puissants que le poète Ed. Virza, dans sa biographie de Karlis Ulmanis, relate la marche des gardes civiques sur Riga.

Le peuple unanime approuva la décision de Karlis Ulmanis. Pas une main ne se leva contre ceux qui

apportaient l'ordre nouveau, pas un coup de feu ne fut tiré. Les jeunes gens des groupements politiques, qui avaient été préparés pour un coup de main armé, voyant le peuple approuver le mouvement, abandonnèrent leurs armes et se rendirent à leurs occupations coutumières. C'est le lendemain que leurs chefs virent que la partie était perdue pour eux, quand la vie reprit son cours paisible et que les drapeaux flottèrent sur le pays entier pour fêter le grand événement, arborés sur la propre initiative de la population dont le visage joyeux exprimait la satisfaction. Pas un ouvrier ne manqua au travail dans les usines, pas une manifestation ne se produisit en faveur du pouvoir soi-disant démocratique et du pouvoir municipal rouge de Riga.

Bien que personne ne le leur eût interdit, les membres du Parlement ne se réunirent pas le jour qui avait été fixé pour la prochaine séance, sentant que le temps de leurs combinaisons, qui avaient coûté si cher au pays, était passé.

Au matin du 16 mai, le peuple pouvait lire ce manifeste, signé de Karlis Ulmanis et de Jānis Balodis, le général en chef des armées de l'Indépendance :

« Il y a 16 ans, nous avons édifié l'Etat letton les mains presque vides, car, combattant avec une foi ardente et une confiance inébranlable, nous étions unis. Nous étions unis dans les marais de Tireji, sur les rives de la Venta, dans les combats de Cesis, le coeur brûlant d'espérance et le drapeau rouge-blanc-rouge en main. Maintenant, une tâche encore plus grande nous est imposée : défendre la liberté et l'indépendance reconquises alors et montrer au monde

entier qu'elles nous appartiennent de plein droit comme à une nation unie, viable, digne de liberté. Nous ne pouvons poursuivre le développement de notre Etat en permettant aux querelles de partis de diviser et d'affaiblir le peuple, nous devons être forts, nous devons être unis. Cette conviction nous a guidés en nous chargeant d'une responsabilité dont nous savons le poids, mais qui renforce notre espoir de voir notre action comprise et approuvée de tous ceux à qui la Lettonie et ses destinées sont chères.

Notre action n'est pas dirigée contre la démocratie lettonne; elle veut aboutir à la fin de l'oppression exercée par les luttes de partis sur l'esprit sain du peuple et la volonté du peuple. Le Gouvernement veut uniquement établir une situation où cet esprit et cette volonté soient à même de se manifester librement, et permettre à l'unanimité et à la conscience nationales de renaître, nous ramenant sans faillir dans le droit chemin. Par ces moyens, nous retrouverons une Lettonie unie, forte et heureuse; nous retrouverons le Soleil letton qui brillait sur le front et dans le coeur de nos fils et de nos frères lors des luttes et des victoires de l'indépendance; nous retrouverons une Lettonie prospère et florissante, une culture nationale indépendante, une Lettonie purifiée de tout élément trouble; une Lettonie où il n'y aura place ni pour une politique de classes, ni pour une politique de haine; où tous les Lettons seront égaux, le paysan et le citadin, l'ouvrier et le fonctionnaire; où il n'y aura pas de fissure entre le peuple et les intellectuels, sortis de son sein; une Lettonie où le pouvoir du peuple sera enfin assuré; une Lettonie où toutes les

branches économiques viables seront développées, mais où les groupements avides ne pourront abuser de leur puissance économique pour exploiter le peuple; une Lettonie dans laquelle s'uniront pour un travail sain et honnête toutes les classes de la population et toutes les régions du pays, sous la direction d'un gouvernement ferme et équitable; une Lettonie qui inspirera à tous amour et respect, parce qu'elle réalisera le voeu sacré du peuple, — une Lettonie forte, une Lettonie vraiment lettonne.

Une tâche ardue nous attend, et tous ceux à qui la Lettonie est vraiment chère sont invités à y collaborer, surtout ceux en qui repose notre avenir, — les jeunes.

Que la volonté du peuple, sa foi et sa confiance dans l'avenir de la Lettonie restent fortes!»

Chef d'un peuple uni.

Comme le proclamait le manifeste du 15 Mai, la démocratie de la Lettonie n'était pas atteinte. La première disposition générale de la Constitution, «La Lettonie est une république démocratique indépendante», n'était pas violée. La Lettonie est restée démocratique, ce qui signifie que tous les citoyens possèdent des droits égaux à participer au travail de reconstruction de l'Etat, que tous ont la même faculté d'avancer selon leurs capacités et le même droit à une juste rémunération de leur travail.

Karlis Ulmanis forma, après les changements du 15 Mai, un Ministère composé de spécialistes experts dans leur partie et qui, chacun à son poste, avaient

collaboré avec le Président dans la conquête de l'indépendance. Ainsi constitué, le Cabinet des Ministres montra par son travail qu'il était digne de la confiance du peuple.

Le deuxième article de la Constitution, spécifiant que «le pouvoir souverain de la Lettonie appartient au peuple letton», était lui aussi respecté. C'était le peuple lui-même qui avait remis ses droits et le pouvoir exécutif entre les mains de l'homme en qui il avait le plus de confiance et qui, avec ses larges vues, son expérience et son impartialité, lui semblait le plus apte à diriger le peuple et l'Etat.

Mettant à exécution le passage du manifeste relatif aux luttes de classes, le Gouvernement s'imposa pour première tâche la dissolution des partis. Le plus grand des succès de Karlis Ulmanis est d'avoir réussi à soustraire la vie tout entière de l'Etat et de la nation à l'influence néfaste des partis politiques.

Karlis Ulmanis, issu d'une vieille souche de paysans, possédait toutes les solides qualités du paysan. En véritable chef du pays, il assumait lui-même initiatives, réalisations et responsabilités. C'est ainsi qu'il a pu, assisté de ses lieutenants, donner à la Lettonie la place qui lui était due parmi les autres nations.

Les fêtes populaires ont prouvé et continuent à prouver l'union du peuple tout entier autour de son chef, à qui il a donné le nom de «Vadonis» (conducteur). Le 20 juillet 1934 déjà, à la représentation du «Chant de la Renaissance» sur la place de la Concorde s'étaient réunis 50.000 assistants qui voulaient

le voir et l'entendre, et ce chiffre n'a cessé de croître depuis lors: à l'occasion de chaque grande fête, — le 15 Mai tout particulièrement, le Vadonis est le centre d'un grand concours de peuple. Le chiffre de 200.000 participants ($\frac{1}{10}$ de la population totale de la Lettonie) qui l'acclamèrent d'une seule voix aux Troisièmes fêtes du Travail est assez éloquent pour montrer sa popularité.

Le Gouvernement letton n'est pas un gouvernement de parti, comme dans tous les autres Etats autoritaires. Le parti du Gouvernement, c'est le peuple entier, qui par l'intermédiaire de ses diverses institutions participe à la vie de l'Etat et atteste, dans les grandes réunions communes de paysans et d'ouvriers, sa fidélité au Vadonis et la confiance qu'il a en lui.

Tel que nous le voyons, ce régime rappelle étrangement celui des Lettons de jadis, au temps de leurs années de prospérité.

Ere de construction.

Assumant la charge de Président du Conseil, Karlis Ulmanis prit sur lui tout le poids de la rénovation du pays. Depuis le jour de sa création, la Lettonie était considérée comme un petit pays et les Lettons comme un petit peuple. Après le 15 Mai 1934, Karlis Ulmanis apprit aux Lettons à avoir conscience que ce n'est pas le nombre, mais la force morale et le travail qui donnent la mesure de la valeur d'un peuple.

La force intérieure du peuple s'accroissant par le fait de l'union qui avait remplacé la discorde, une joie

et une volonté de travail immenses naquirent et le Chef de la nation put encourager celle-ci à passer de l'ardeur de combattre à l'ardeur de construire.

Le 14 septembre 1934, par un vote unanime, la Faculté d'Agriculture de l'Université de Lettonie conféra à Karlis Ulmanis le grade de docteur honoris causa «ès sciences agronomiques», en témoignage de sa gratitude pour les services qu'il avait rendus à l'agriculture lettonne et à la Lettonie en général, et le 20 septembre de la même année, la Faculté de Droit et d'Economie politique le faisait docteur honoris causa «ès sciences économiques».

Le nouveau Gouvernement, qui inaugura son activité en invitant tous les citoyens à un travail commun, entreprit l'élaboration d'un plan de construction à longue durée.

Afin de faire disparaître les iniquités commises auparavant contre la conscience nationale, afin que le peuple pût participer au travail de l'Etat et que tous eussent la même justice, il fallait tout d'abord transformer l'ordre social, qui était fondé sur le désordre et sur l'arbitraire. Pour que le peuple eût vraiment conscience d'être uni, il fallait supprimer les entraves dans lesquelles il avait été confiné jusqu'alors par les bureaux, les conseils et les comités.

Les anciens Conseils municipaux, qui n'assumaient aucune responsabilité, furent remplacés par des Bureaux ayant à leur tête un maire responsable. Les Conseils d'arrondissements furent de même remplacés par des doyens d'arrondissements.

A côté des municipalités lettonnes ainsi réorganisées, le Président plaça des institutions corporatives

destinées à représenter chaque corps de métier, à veiller à leur prospérité ainsi qu'à la rétribution équitable de chacun de leurs membres. La base du peuple et de l'Etat étant la classe paysanne, une importance toute particulière fut donnée à la Chambre d'Agriculture qui fut chargée, en même temps que de la défense des intérêts des paysans, de l'éducation de la nouvelle génération et de la conservation des traditions paysannes. Le choix du Château de Jelgava comme siège de la Chambre d'Agriculture a une signification symbolique. Dans ce château, où régnèrent jadis les ducs de Courlande et plus tard les gouverneurs de Courlande, les paysans règnent à leur tour et dirigent eux-mêmes l'exploitation de la terre lettonne.

La Chambre de Commerce et d'Industrie centralise les organisations intéressant la vie économique du pays. Les associations de commerçants et d'industriels règlent, par l'intermédiaire de leurs représentants, leurs relations réciproques, ainsi que leurs rapports avec l'Etat; mais leur rôle principal est de favoriser le développement des entreprises. La Chambre de Commerce et d'Industrie a en mainte occasion fait preuve de l'influence heureuse qu'elle exerce sur le commerce intérieur et extérieur.

Pour compléter la Chambre de Commerce et d'Industrie, une Chambre artisanale a été créée, sur l'initiative du Président et avec son appui. Elle s'occupe de la formation des spécialistes de l'industrie et des ouvriers d'art.

Restait la question de l'organisation sociale des ouvriers. Après le 15 Mai, une signification toute

nouvelle fut donnée aux syndicats ouvriers. Au temps du parlementarisme, le nombre des adhérents aux syndicats n'était pas même de dix mille, soit un huitième seulement de tous les ouvriers industriels. Aujourd'hui que le syndicat ouvrier est devenu un soutien pour l'acquisition des connaissances professionnelles et un défenseur des droits professionnels, le nombre des adhérents dépasse 60.000, ce qui représente les deux-tiers du nombre total des ouvriers (90.000); la proportion des adhérents aux syndicats a donc augmenté de six fois et leur nombre même de neuf fois. Les syndicats collaborent avec la Chambre du Travail, qui est elle aussi une institution chère au Président. Elle fixe les droits et les devoirs des ouvriers et se trouve, par l'intermédiaire d'un mandataire particulier, le Ministre Bērziņš, placée sous les auspices du Président lui-même. La Chambre connaît de la défense du travail, entretient l'Ecole populaire supérieure Krišjanis Barons destinée à l'élargissement des connaissances professionnelles et générales et favorise la collaboration des ouvriers dans tous les domaines. Enfin la Chambre organise des fonds de secours et des caisses de retraites pour la vieillesse.

Une institution commune à ces Chambres, conçue elle aussi par le Président, le Conseil économique d'Etat, a pour objet de fixer la voie du développement économique futur de la Lettonie.

Enfin, pour servir l'essor de la vie artistique et littéraire ainsi que pour fournir un cadre aux professions libérales et scientifiques, deux Chambres, dites culturelles, ont été fondées sur l'initiative du Président Ulmanis, portant respectivement les noms

de Chambre des Arts et des Lettres et Chambre des professions. Ces deux Chambres fournissent les éléments du Conseil Culturel d'Etat qui vient compléter les travaux du Conseil Economique d'Etat.

L'organisation des finances de l'Etat n'était pas un problème de moindre importance. En s'appliquant à une sage économie, en équilibrant les recettes et les dépenses, en répartissant équitablement les impôts d'après les revenus et en économisant dans les limites du possible, le Gouvernement parvint à redresser les finances de l'Etat, de sorte que l'établissement du budget ne soulève plus aujourd'hui de difficulté.

Non seulement l'Etat, mais le peuple lui-même devait être enrichi. Il fallait en premier lieu accroître son revenu, trouver des marchés pour les produits lettons, relever les prix de ceux-ci. Les cours des produits d'exportation ont sensiblement monté grâce au système de la centralisation du commerce. Les produits agricoles lettons ont par là-même obtenu une réputation de haute qualité et sont payés en conséquence. L'économie commerciale et industrielle fut réorganisée sur une base sociale. A côté des entreprises d'Etat déjà existantes, on en créa de nouvelles avec les capitaux des banques et des organisations coopératives. Des firmes comme Vairogs, Turiba, Kalķis, Ķiegelnieks, Ogle, Aldaris, Laima, Adu un Vilnas centrale, — noms purement lettons, indiquent suffisamment que les grandes entreprises industrielles sont aujourd'hui aux mains des Lettons.

L'objet de la création ou de la transformation de ces entreprises est l'accroissement de la richesse nationale. Le Gouvernement veut, par une organisation coopérative, éviter que d'immenses capitaux s'accumulent entre les mains de quelques individus. Le Dr. Karlis Ulmanis se souciait peu de voir apparaître quelques magnats de l'industrie; il voulait le bien-être du peuple entier. C'est l'idéal qu'il poursuit depuis qu'il est au pouvoir et qu'il est bien près d'avoir entièrement atteint.

Les réalisations sont là d'ailleurs qui concrétisent les succès de ces efforts. Des écoles claires et confortables, des casernes modernes et spacieuses ont été construites. Le magnifique Hôtel de Kēmeri et d'autres établissements encore mettent en valeur les stations thermales ou climatiques. Sur la Daugava, une immense centrale hydraulique est en construction pour l'exploitation des rapides de Kēgums. Un gros effort est actuellement réalisé pour l'amélioration et l'extension des voies de communication.

La défense nationale est elle aussi l'objet des soins les plus attentifs du Gouvernement. En cette tâche, celui-ci trouve un appui précieux auprès de la population, qui y collabore soit par des dons consentis aux institutions de la Défense nationale, soit en adhérant aux diverses organisations intéressant la défense du pays: garde civique, Aéro-club de Lettonie, et toutes autres associations sportives et patriotiques.

Si dans ce récit de la vie et de l'oeuvre du Dr. Karlis Ulmanis nous nous sommes longuement arrêtés à l'examen de la situation sociale et économique de la

Lettonie, c'est que les institutions que nous avons passées en revue ont été conçues et réalisées par le Vadonis, qui depuis de longues années n'a d'autres soucis que le bien du peuple et la prospérité du pays.

Conclusion.

Le 11 avril 1936, la charge de Président de la République vint augmenter encore le poids des tâches assumées par Karlis Ulmanis. Ces paroles qu'il prononça à cette occasion: «Gouverner c'est travailler, et travailler c'est prendre sur soi les responsabilités», expriment parfaitement le secret des réussites du Président, et rappellent la sagesse de nos anciens rois. Karlis Ulmanis est venu pour jeter un pont entre la Lettonie ancienne, libre mais divisée, et la Lettonie nouvelle, libre et unie. Elle doit vivre des milliers d'années, et nous devons laisser après nous des oeuvres qui, aux yeux des générations futures, paraissent dignes d'un peuple libre et uni.

On considère généralement le Dr. Karlis Ulmanis surtout comme un animateur et un chef économique. Mais il ne faut pas perdre de vue le rôle important qu'il joue dans la vie intellectuelle du pays. Il a apporté dans ce domaine, les intellectuels se plaisent à le reconnaître, une grande fraîcheur d'idées et des suggestions nombreuses.

Le peuple guidé dans ses aspirations a su trouver de lui-même ce qu'il voulait: la culture que les Lettons créaient en pays letton devait être lettonne. «Nous ne devons jamais nous contenter de ce que nous aurons fait pour notre culture, a dit Karlis Ul-

manis, car c'est à la culture d'un peuple que l'on mesure ses droits à la liberté et à l'indépendance.»

La justice de l'Histoire a accordé aux Lettons la liberté, voyant que nos cerveaux sont assez lucides et nos mains assez fortes pour maintenir l'union dans l'Etat, et c'est pourquoi nous réservons une place importante à l'étude et à l'enseignement de l'histoire. C'est l'histoire qui indique le chemin à suivre, et nous en avons fait le centre de l'éducation de la conscience nationale. L'histoire de Lettonie, sur laquelle repose la culture lettonne, a vu sa renaissance après le 15 Mai, car c'est alors que le Président lui a donné, avec l'Institut d'Histoire, une juste signification.

A côté de la renaissance de l'histoire, signalons particulièrement, parmi les efforts accomplis, celle du Droit letton.

Une large place est réservée aux lettres et aux arts, qui maintenant en Lettonie sont plus florissants que jamais. Les lettres et les arts ne sont pas en Lettonie le privilège exclusif de l'élite intellectuelle. Ils contribuent à l'éveil des sentiments les plus nobles du peuple et à son éducation.

«De toutes les oeuvres, c'est au livre qu'appartient la signification la plus large dans la vie de l'Etat et du peuple. Les livres que vous écrivez, que vous éditez ou que vous lisez doivent être composés dans un esprit susceptible de rehausser la culture lettonne, la science lettonne, de décrire et d'éveiller les sentiments lettons, de renforcer le caractère letton, le sentiment de l'honneur et du zèle, de relever le peuple letton, d'aider à relever la Lettonie lettonne.» Ces

paroles prononcées le 3 novembre 1935, à l'inauguration de la Semaine du Livre, par Karlis Ulmanis, montrent assez l'importance que celui-ci attache à cette question. Il est soucieux d'encourager et d'aider les intellectuels dans leurs efforts. La propagande faite en faveur du livre a augmenté leurs revenus. D'autre part, le Fonds de Culture, qui existe depuis longtemps déjà, soutient matériellement les oeuvres qui en sont dignes. Enfin, un «Prix de la Patrie», d'un montant fort élevé, a été fondé et apporte un soutien important aux meilleures oeuvres, dans tous les domaines. Il est remarquable que ces initiatives n'ont pas été copiées ailleurs: elles sont nées dans la pensée du Président, dans son coeur; réalisées au sein du peuple letton, elles y florissent magnifiquement, parce qu'elles sont lettonnes non seulement dans leur réalisation, mais aussi dans leur conception.

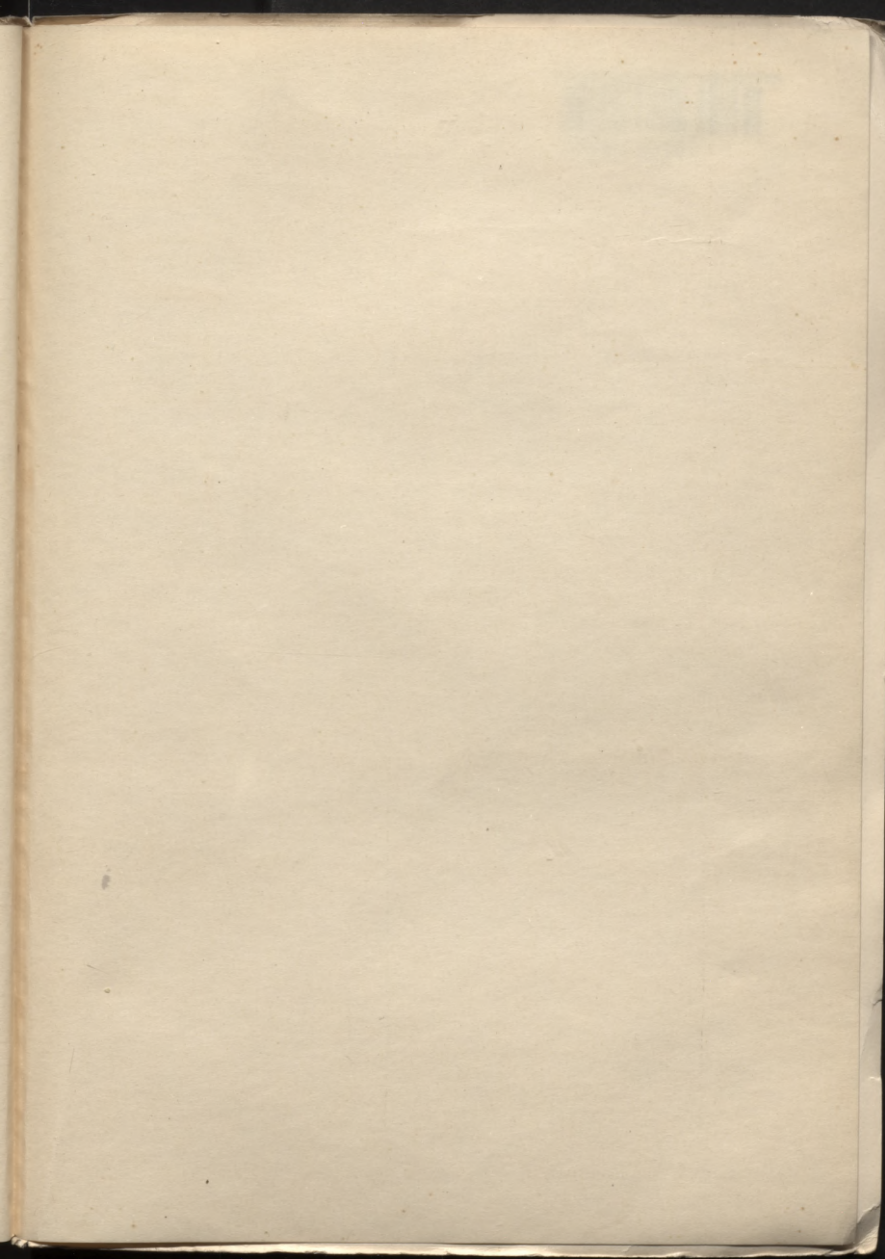
A. FRANCIS.

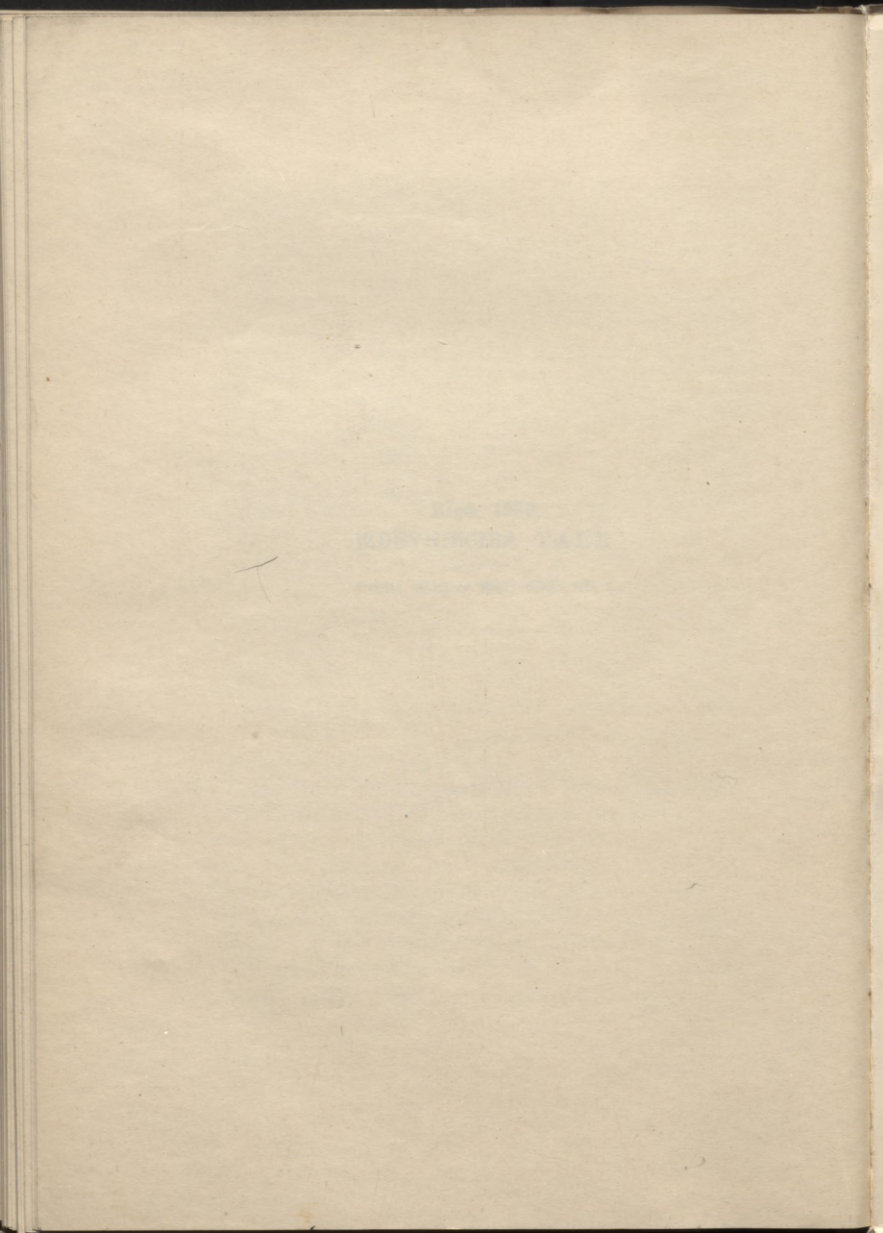


Rigā, 1939.

IZDEVNIECĪBA TĀLE

Armijas spiestuve Rīgā, Multas ielā 1.





LATVIJAS NACIONĀLĀ BIBLIOTĒKA



0309110167